THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

ECONEWS

The Chambers' Newsletter Numéro 89 Février 2019

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Publication «CCIA-BML»

L'impact du Sommet économique arabe

Mohamed Choucair

La participation de tous les pays arabes au Sommet de Beyrouth démontre sans équivoque l'importance que revêt, malgré les divergences, le Liban pour les capitales de la région. L'absence de la plupart des chefs d'État indique leur réprobation face à l'absence d'un nouveau gouvernement. La participation de l'émir du Qatar, Tamim Ben Hamad Al-Thani, et du président mauritanien, Mohammad Ould Abdelaziz, fut le signe d'un soutien exceptionnel.

Il n'en demeure pas moins que l'agenda est resté le même et que les décisions qui ont été prises constituent un pas en avant vers le développement du monde arabe – avec notamment le projet du président de la République de création d'une banque de reconstruction arabe - et la reconnaissance du problème majeur du Liban, à savoir le retour en sécurité des réfugiés syriens indépendamment d'une solution politique.

Ce positionnement est très important et doit constituer la prise de conscience d'une vision du monde arabe fondée sur la solidarité et l'existence d'intérêts réciproques majeurs. Il faut en tenir compte dans le contexte national.

Sur le plan interne

Nous avons lutté pendant des années pour séparer l'économique du politique afin que les dissensions internes ne se répercutent pas sur l'activité productive de la nation. Cela paraît impossible, preuve en est la crise actuelle. Ce n'est pas faute de bonne volonté de part et d'autre. Mais la conséquence de cette approche est que le Liban se retrouve aujourd'hui sanctionné à la fois par les agences de notation et par les pays arabes. Il semble que le « climat des affaires » devrait avant tout être un « climat politique des affaires ».

▶▶

p5. 2018, l'année la plus sombre depuis le début du conflit syrien

p9. Raphael Debbané : protéger l'agriculteur libanais

p11. Retraite et protection sociale

p13. Les Libanais invités à investir en Guinée-Bissau

p15. Saad Hariri prône une convergence du secteur privé arabe

p17. Le Sommet économique arabe

p21. Introduction to social protection

p25. "Al-Hikmeh" University signs a MoU with the CCIAT

p27. 2nd Arab Turkish Economic Forum in Tripoli

L'index page 2

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs ; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d' ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Face à ce dilemme, le secteur privé doit coûte que coûte réaliser ses objectifs de survie et de relance. Il souhaite la nomination sans délai d'un gouvernement, seule avancée concrète à même de répondre aux préoccupations des observateurs économiques et politiques.

Au niveau des organisations économiques, nous ne pouvons attendre plus longtemps la réalisation des réformes et le démarrage du programme CEDRE. Le gouvernement sortant peut très bien s'y atteler dès maintenant. La constitution et la loi financière ont été créées dans l'intérêt du pays.

Je salue l'initiative du président de l'Assemblée nationale qui a donné un dernier délai à la formation du prochain cabinet. Après quoi l'équipe sortante devra prendre ses responsabilités en votant et transmettant au Parlement la loi budgétaire pour homologation.

Les douanes libanaises ont déjà parcouru un chemin important sur la voie de la réforme. Le Conseil supérieur des douanes et son directeur général ont tour à tour visité la Chambre et ont présenté un plan impressionnant de mesures visant à mettre fin à la corruption et rationaliser les opérations de manière à éviter au contribuable des frais et une perte de temps inutiles.

D'autres administrations ont probablement avancé sur cette voie et pourraient bientôt soumettre au gouvernement les dispositions qui nécessitent une décision, un décret ou une loi. Les réformes ne sauraient attendre plus longtemps, et la relance de l'économie aussi.

The management and employees of the Chamber of Beirut and Mount Lebanon extend their congratulations to Chairman Mohamed Choucair for his appointment as Minister of Telecommunications wishing him great success.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

INDEX

En français

p3. Actus du mois
p5. 2018, l'année la plus sombre pour l'économie depuis le début du conflit syrien
p7. La relance par les entreprises
p9. Raphael Debbané appelle le Liban à geler ses accords de libre-échange pour protéger l'agriculteur libanais
p11. Retraite et protection sociale
p13. Les Libanais invités à investir en Guinée-Bissau
p15. Saad Hariri prône une convergence du secteur privé arabe
p17. Malgré les absences et les divergences, le Sommet économique arabe sauve la face du Liban diplomatique
p19. Les douanes libanaises se modernisent

In English

p21. Introduction to social protection
p23. CCIA-BML certified exports in the first half of 2018
p25. "Al-Hikmeh" University signs a MoU with the Chamber of Tripoli and North Lebanon
p26. A specialized study to highlight the role of Klayaat Airport internationally
p27. 2nd Arab Turkish Economic Forum in Tripoli to enhance joint investments and trade exchange
p28. Youth unemployment reduction program implemented by SouthBIC and the CCIAS
p29. Renewable Energy workshop at Saida and South Lebanon Chamber
p30. Winter pruning for table grapes farmers in Zahle & Bekaa region
p31. Planet Pillar
p33. Presentation of the results for the labor market analysis in the digital / fashion and jewelry sectors

p35. Lebanon in figures **p36.** Trainings **p37.** Conferences **p37.** Business Opportunities **p39.** Exhibitions

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

ACTUS DU MOIS

Enfin le gouvernement Hariri voit le jour

Le nouveau gouvernement mené par Saad Hariri a vu le jour finalement le 31 janvier après presque neuf mois de blocages. Depuis le Palais présidentiel, le Premier ministre a déclaré que le nouveau gouvernement devrait faire face à de nombreux défis économiques et sociaux, s'excusant auprès des Libanais pour le retard dans la mise en place du cabinet. « Nous sommes une seule équipe avec le président de la République. La situation récente requiert une grande solidarité entre les ministres », a notamment affirmé le président du Conseil. « Le travail du gouvernement ne pourrait connaître aucun retard », a-t-il prévenu, ajoutant que les solutions aux défis ne sont pas dans l'attente mais dans la mise en œuvre d'un programme clair et de vraies réformes. Il a ensuite remercié le président de la République, les Forces libanaises, le chef du parti des « FL », Samir Geagea, et le ministre Gebran Bassil, qui ont fourni des efforts majeurs permettant ce dénouement. Le nouveau gouvernement est formé de 30 ministres dont quatre femmes notamment Raya El Hassan, la première femme du monde arabe à être ministre de l'Intérieur, quant à Gebran Bassil, il garde le portefeuille des Affaires étrangères et nous saluons l'entrée du président des Organisations économiques (OE), Mohamed Choucair à la tête du ministère des Télécommunications.

Lancement de la phase préparatoire du projet de l'autoroute Khaldé-Obeiké

Le secrétariat général du Haut Conseil pour la privatisation et les partenariats public-privé (HCPP) a lancé le 15 janvier la phase préparatoire du projet d'autoroute Khaldé-Okaibé lors d'une réunion organisée au Grand Sérail en présence du ministre sortant des Travaux publics, Youssef Fenianos. Ont notamment participé à la rencontre, le président de la commission parlementaire des Travaux publics, le député Nazih Najem, le secrétaire général du HCPP, Ziad Hayek, le représentant de la Banque mondiale, Ziad Nakad, et une représentante de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Le HCPP avait signé en mai dernier un contrat avec la BERD afin que celle-ci puisse jouer le rôle de consultant sur ce projet. Cette période préliminaire comprend l'élaboration des études de faisabilité financière, technique et légale relatives à ce projet qui vise à réduire les embouteillages sur l'axe côtier dans le nord et le sud de Beyrouth.

La France salue la nomination de Jan Kubis, nouveau coordonnateur spécial des Nations unies pour le Liban

L'ambassade de France au Liban a publié le 11 janvier le discours de la porte-parole du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères suite à la nomination de Jan Kubis comme nouveau coordonnateur spécial des Nations unies pour le Liban. Voici le texte intégral : « La France salue la nomination, par le secrétaire général des Nations unies, de Jan Kubis au poste de coordonnateur spécial des Nations unies pour le Liban. À la tête du bureau des Nations unies au Liban (UNSCOL), Jan Kubis coordonnera le travail de l'ONU dans ce pays dans le respect des résolutions pertinentes. Il pourra compter sur le plein soutien de la France dans l'exercice de ses missions. Nous réitérons nos remerciements appuyés à Jan Kubis pour le travail qu'il a conduit dans le cadre de ses précédentes responsabilités de représentant spécial des Nations unies pour l'Irak. La France remercie également Pernille Kardel pour l'intérim qu'elle a effectué à la tête de l'UNSCOL pendant plus d'un an. En lien avec ses partenaires internationaux, la France continuera à apporter son appui à la sécurité, à la stabilité et la prospérité du Liban. »

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان
of Beirut and Mount-Lebanon

ACTUS DU MOIS

Les OE appellent à des initiatives pour sauver l'économie libanaise

Les organismes économiques se sont réunis le 31 décembre au siège de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban. Présidée par Mohamed Choucair, cette rencontre a porté sur les derniers développements dans le pays, en particulier aux niveaux économique, financier et social. Les organismes économiques ont affirmé qu'ils n'étaient pas liés à l'appel à la grève qui devait se tenir la semaine suivante, estimant que ce mouvement risquait d'entraîner de nouvelles pertes pour le pays. Dans une déclaration publiée à l'issue de la réunion, les participants ont regretté le retard dans la formation du gouvernement, espérant que celui-ci verrait le jour début 2019. La situation est critique et exige de toutes les autorités politiques qu'elles prennent des initiatives responsables pour sauver le Liban, ont-ils déclaré.

ECONEWS
The Chambers Newsletter

PUBLICITÉ **Information Tarifs**

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	21cm L x 30cm H	$ 1,000
Demi-page	21cm L x 14.5cm H	$ 600
Quart de page	9cm L x 14.5cm H	$ 400
Manchette bas de page	19cm L x 6cm H	$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditer- ranéens, ambas- sades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.
Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb
Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.259 / 272

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

2018, l'année la plus sombre pour l'économie depuis le début du conflit syrien

Sasha Bustros

Marquée par une paralysie gouvernementale prolongée, l'année 2018 restera dans les annales de l'histoire la plus mauvaise sur le plan économique depuis 2011. Après des mois de tumultes et de vives craintes d'un effondrement, l'heure est désormais au bilan.

Croissance atone

Selon le Fonds monétaire international (FMI), la croissance économique a atteint 1% en 2018, le taux le plus bas depuis 2012, tandis que celle-ci ne devrait pas dépasser 1,4% selon les prévisions du Fonds.

La croissance avait atteint un plus bas à 0,2% en 2015, et évolué en-dessous de 1% en 2011, l'année du début du conflit syrien et de l'afflux de plusieurs centaines de milliers de réfugiés vers le Liban.

La stagnation en 2018 s'est couplée à une inflation de 6,3% sur les onze premiers mois de l'année, faisant ainsi planer le spectre d'une stagflation prolongée. Celle-ci avait été amorcée en 2017, avec une croissance de 1,5% et une inflation de 4,5%, marquant une rupture avec deux années d'évolution négative des prix (-3,8% en 2015).

Immobilier en berne

Un des principaux moteurs de la croissance, le secteur immobilier a encore essuyé un camouflet l'an dernier, après plusieurs années de tassement progressif de l'activité.

Les ventes immobilières ont ainsi baissé de 18% sur les onze premiers mois de 2018, tandis que les nouveaux permis de construire ont reculé de 12% sur la même période. Selon des experts, il s'agissait de la «pire» année pour l'immobilier depuis le début de la crise en Syrie, qui a porté un coup de massue à la demande externe - représentée notamment par la diaspora et les Arabes du Golfe – et la demande interne, plombée par des crises politiques à répétition et une chute de la confiance des consommateurs.

L'année 2018 restera, en parallèle, marquée dans les annales comme celle de la suspension des prêts logement subventionnés par la Banque du Liban (BDL) et de la hausse vertigineuse des taux d'intérêt bancaires au lendemain de la démission surprise du Premier ministre Saad Hariri en novembre 2017 – deux facteurs ayant fini d'enterrer une demande immobilière au point mort.

Finances publiques : le grand dérapage

Par ailleurs, les Finances publiques ont connu une forte détérioration l'an dernier, le déficit de l'État ayant plus que doublé pour atteindre 4,5 milliards de dollars fin septembre, contre 2 milliards au cours des neufs premiers mois de 2017.

À eux seuls, les transferts à l'EDL ont augmenté de 38%, à 1,2 milliards de dollars sur les neuf premiers mois de 2018, tandis que les salaires et compensations des fonctionnaires du secteur public ont totalisé 4,8 milliards de dollars contre 3,8 milliards fin septembre 2017 (+25%). Ce dernier poste de dépenses publiques, propulsé par l'adoption à l'été 2017 d'une nouvelle grille de salaires, a accaparé à lui seul 56% des recettes de l'État.

Parallèlement au creusement du déficit public, la dette souveraine a poursuivi son ascension ininterrompue. Elle culminait à 83,6 milliards de dollars fin novembre, soit 150% du PIB, le troisième taux le plus élevé à l'échelle mondiale après le Japon et la Grèce.

Face à cette détérioration, l'agence de notation Moody's a abaissé en décembre la perspective sur la note du Liban de «stable» à «négative», une rétrogradation révélant « une hausse des risques concernant les liquidités du gouvernement et la stabilité financière du pays », selon Moody's.

L'agence Fitch lui a emboité le pas, révisant quelques semaines plus tard, la perspective de notation de la dette libanaise à «négative» tout en maintenant la note souveraine à «B-».

Balances externes : un déséquilibre croissant

Au niveau du secteur externe, l'année 2018 a notamment été caractérisée par un creusement du déficit des deux principales balances : celle d'abord des échanges commerciaux, qui a accusé un solde

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

négatif de 14 milliards de dollars sur les dix premiers mois de l'année, en hausse de 4% en comparaison avec la même période de l'année précédente.

Combiné à une contraction de 12% des flux financiers en provenance de l'étranger à fin octobre – à 11,3 milliards de dollars - le déficit commercial a engendré un déficit record de la balance des paiements, qui atteint un plus haut depuis au moins dix ans, à 4,1 milliards de dollars fin novembre 2018, contre un déficit d'un milliard au cours de la même période de 2017.

> LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE A ATTEINT 1% EN 2018, LE TAUX LE PLUS BAS DEPUIS 2012.

La balance des paiements avait respectivement affiché des surplus de 7,9 milliards en 2009, 3,3 milliards en 2010 et 1,2 milliard en 2016, contre des déficits respectifs de 2 milliards en 2011, 1,5 milliards en 2012, 1,1 milliards en 2013, 1,4 milliard en 2014, 3,4 milliards en 2015 et 156 millions de dollars en 2017.

La balance aurait été d'autant plus dans le rouge si les transferts des expatriés – qui constituent un pilier des flux financiers en provenance de l'étranger, au côté des recettes touristiques et des IDE - avaient aussi connu une tendance baissière.

Mais cette constante semble encore contribuer à sauver le pays d'un effondrement qui semble inéluctable : ces transferts d'émigrés ont en effet atteint 7,8 milliards de dollars en 2018, selon la Banque mondiale.

Livre : risque de dévaluation ?

La livre est toujours indexée au dollar au taux de change de 1507,5 livres mais les craintes d'une dévaluation ne sont toujours pas dissipées, alors que le pays est sans gouvernement et que les réserves en devises de la BDL - seul rempart contre une dépréciation de la monnaie locale - ont diminué de 5,5% en 2018, à 40 milliards de dollars, contre 42 milliards fin 2017.

La stabilité monétaire est mise à rude épreuve, en parallèle, par le déficit croissant de la balance des paiements, l'un des principaux baromètres de la valeur de la monnaie d'un pays.

Tourisme : légère éclaircie

Seule éclaircie, quoique timide, dans cette grisaille : le nombre de touristes a augmenté de 5,1% sur les onze premiers mois de l'année, à plus de 1,8 millions de visiteurs, contre 1,7 millions au cours de la même période de 2017. Cette légère croissance a été portée par l'afflux des touristes en provenance d'Europe dont le nombre a augmenté de 10,6% à fin novembre, contre une baisse annuelle de 2,5% du nombre de voyageurs arabes. Le contingent européen représentait ainsi 36% du total des touristes fin novembre, s'imposant ainsi en tête du peloton, contre 28,4% pour les ressortissants en provenance des pays voisins, notamment les Arabes du Golfe, soumis toujours à des restrictions de voyage vers le pays du Cèdre.

L'activité boursière dans le rouge

Dans ce tableau pour le moins sombre, l'activité boursière a également reçu un coup dans l'aile : la valeur des échanges boursiers a atteint 635 millions de dollars en 2018, en baisse de 17% par rapport à 2017, tandis que la capitalisation boursière a reculé de 16% sur un an. L'indice boursier a lui chuté de 25%.

Cette contraction des échanges boursiers, largement liée à la conjoncture mais aussi à des facteurs structurels, est sous-tendue par des résultats négatifs de certaines sociétés cotées, notamment Solidere, qui a accusé des pertes nettes de 99 millions de dollars au premier semestre de 2018.

Bienvenue à *ECO*NEWS

Enregistrez-vous et recevez gracieusement votre copie digitale.

Envoyer un email à :

Econews@ccib.org.lb
Indiquer s.v.p.
Prénom, Nom
Institution
Adresse email
Téléphone

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

La relance par les entreprises

Roger Khayat

Les organisations économiques - qui se réunissent à un rythme accéléré pour suivre les développements de la situation économique - estiment qu'au moins 3 000 entreprises, réparties dans tous les secteurs, ont fermé leurs portes durant l'année 2018. Elles reconnaissent cependant que les administrations et les banques ont fait tout ce qui est en leur pouvoir pour maintenir l'activité et l'emploi en attendant qu'un gouvernement soit nommé et que la situation se normalise.

Le Liban a, à l'exception des secteurs productifs, connu un état de grâce durant une certaine période. Il a reçu des transferts et attiré des capitaux qui ont largement couvert un déficit commercial abyssal et des dépenses publiques inconsidérées. Ce mouvement s'est traduit par une croissance d'en moyenne 8,5% entre 2006 et 2010. Un taux qui ne s'est pas accompagné d'une dynamique de création d'emplois et s'est effondré au premier choc sécuritaire.

L'agriculture, l'industrie et le tourisme se sont atrophiés comme peau de chagrin, dans l'indifférence générale. En 2002, le gouvernement a drastiquement diminué les protections douanières en signant l'accord d'association avec l'Europe, jusqu'à l'exemption totale des droits. Le repli de la production a suivi un chemin parallèle.

Le secteur productif se retrouve sans protection. Il paie l'énergie au prix le plus fort de la région, les taux d'intérêts réels les plus hauts, les communications les plus chères au monde, des salaires au-dessus de son potentiel et un coût de transport excessif. Selon le rapport McKinsey, le secteur productif ne contribue qu'à 16% du PIB, alors qu'il devrait en représenter le tiers.

Que faut-il pour relancer l'économie ?

Il faut que le secteur privé soit productif. Celui-ci se différencie par sa capacité excédentaire, destinée à l'échange, et qui permet d'optimiser les facteurs de production et d'améliorer le niveau de vie de la nation.

La productivité totale des facteurs de production (TFP) est généralement affectée par le climat des affaires. Le Liban est classé 142e sur 190 pays dans le rapport de la Banque mondiale « Doing Business 2019 ». Dans les faits, le secteur productif libanais a un faible accès à l'exportation et une présence limitée sur le marché local. La TFP, affaiblie dès les années 1990 par le phénomène d'éviction du secteur privé par l'endettement de l'État à des taux excessifs, a fortement rétrogradé depuis 2011 du fait de la crise et la déstabilisation des entreprises.

L'amélioration du climat des affaires, un des premiers chantiers attendus par la Banque mondiale et les partenaires de la conférence CEDRE, nécessite non seulement un gouvernement mais une entente et une coopération suffisantes au niveau du secteur public. Détaillées à partir de la page 1041 du rapport McKinsey - lequel devrait largement inspirer le programme

du prochain gouvernement - les mesures à prendre sont connues de tous mais difficiles à mettre en place.

Un petit nombre d'entreprises performantes continuent cependant de faire preuve d'une résilience exceptionnelle. On considère que 20% des entreprises continuent à faire des profits normaux en période de crise, contre 80% durant les phases d'expansion.

Certaines compagnies ont trouvé le moyen de contourner les facteurs défavorables et/ou les ont compensés par des pratiques vertueuses capables d'améliorer leur productivité. McKinsey est bien placé pour recommander les mesures favorables au niveau de l'entreprise. Deux consultants de McKinsey, Tom Peters et Robert Waterman, ont publié en 1981 « In search of excellence », une bonne analyse des stratégies appliquées par les entreprises les plus performantes.

En attendant le chantier de réformes destinées à améliorer

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

> IL FAUT QUE LE SECTEUR PRODUCTIF SOIT « PRODUCTIF ».

l'environnement économique, on peut dès à présent entreprendre quelques mesures qui peuvent sensiblement compenser les obstacles à l'amélioration de la productivité en :

- Sensibilisant les entreprises sur la stratégie à suivre.

- Entreprenant au niveau des associations un support harmonisé avec les efforts de l'entreprise.

- Recourant aux administrations publiques, dans le cadre de leurs missions, pour synchroniser leurs efforts dans un plan d'action global.

Au niveau de l'entreprise

Les entreprises qui sont parvenues à contourner et/ou à compenser les éléments qui détériorent leur productivité ont mieux maîtrisé les coûts, la qualité, et la promotion de leurs produits, ainsi que les multiples facteurs en amont qui les déterminent.

Tout cela nécessite un investissement qui est rarement à la portée d'une entreprise en crise, mais aussi un lapse de temps, souvent fort long au vu de l'urgence dans laquelle elle se trouve. Une pratique très répandue dans les pays occidentaux est la fusion d'entreprises similaires ou complémentaires. Une fusion bien conçue réalise à très court terme ses objectifs de productivité, et l'entreprise redevient compétitive. Elle peut avoir un effet immédiat sur l'administration, les banques, les fournisseurs, les clients et les autres relations commerciales.

La fusion avec une entreprise étrangère, cas le plus fréquent, peut également apporter de la technologie et de nouveaux marchés. Elle donne aussi accès au financement d'institutions spécialisées qui existent dans la plupart des pays de l'Union européenne avec pour mission de favoriser les fusions-acquisitions d'entreprises.

Le soutien des associations professionnelles et de l'État

La CCI Paris Île-de-France dispose d'un département où plusieurs consultants étudient et organisent les fusions et/ou acquisitions pour des entreprises qui veulent se développer ou des fonds de commerce que leurs propriétaires souhaitent céder.

Plusieurs études ont été faites pour créer une agence d'exportation dans le giron de l'État. Pourquoi les associations, dont les membres en seraient les bénéficiaires immédiats, ne l'assument-elles pas dans le cadre du secteur privé ?

Les entreprises spécialisées dans les expositions forment une association dynamique capable d'entreprendre un programme de promotion du Liban et du produit libanais. Le ministère de l'Économie et du Commerce, en charge des expositions nationales à l'étranger, peut être le noyau d'une action coordonnée au service de l'exportation.

Le ministère des Affaires étrangères vient de créer 20 postes d'attachés économiques à l'étranger avec un groupe de jeunes bien formés et très motivés. On peut compter sur leur concours si les organisations concernées par l'exportation ont la volonté de coordonner leur action.

Deux mesures handicapent particulièrement la fusion des entreprises :

1. L'exigence d'un quitus de la CNSS pour fusionner avec une autre entreprise.
2. La taxe sur la plus-value de l'actif.

L'abrogation de ces deux mesures pourrait entraîner immédiatement des opportunités de fusion, et surtout encourager les associations professionnelles à investir dans le service aux entreprises, les expositions et foires, et, éventuellement, à monter une agence pour l'exportation dans le cadre du secteur privé.

> UNE FUSION BIEN CONÇUE RESTAURE TRÈS VITE LA PRODUCTIVITÉ ET LA COMPÉTITIVITÉ.

L'année dernière, les secteurs de l'industrie et de l'agriculture ont exporté près de 3 milliards de dollars. En encourageant la fusion des entreprises, on peut imaginer doubler ce chiffre et suivre par la suite un rythme ascendant soutenu par la progression du secteur.

Les résultats de cette approche devraient être encore plus probants dans le domaine touristique.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

Raphael Debbané appelle le Liban à geler ses accords de libre-échange pour protéger l'agriculteur libanais

Président du comité agricole de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Beyrouth et du Mont-Liban, Raphael Debbané fait le point sur les conditions de relance de ce secteur.

Raphael Debbane.

Parlez-nous du secteur agricole au Liban, d'hier et d'aujourd'hui.

Si l'on observe l'histoire de l'agriculture libanaise, on constate que les agriculteurs se sont toujours plaints des politiques du ministère dont les cadres n'ont jamais vraiment cherché à mettre en place une véritable vision agricole pour le pays. Aider l'agriculteur n'a jamais été quelque chose de prioritaire, et nous continuons aujourd'hui d'entendre des voix s'élever face à l'inefficacité publique. Les procédures sont extrêmement longues. À titre d'exemple, la gestion de l'homologation des pesticides, un must pour obtenir des productions de qualité, souffre toujours d'un manque d'efficacité.

> « UN PROJET D'UN MILLIARD DE DOLLARS EST PRÉVU DANS LE CADRE DE LA CONFÉRENCE CEDRE. IL S'AGIT DE CONSTRUIRE DES BARRAGES POUR CONSERVER L'EAU. »

Quelle est la part de l'agriculture dans le PIB ?

Elle est actuellement estimée à 5% du PIB. Elle était en effet bien plus importante avant les années 70, et représentait alors près de 25% du PIB. Un projet d'un milliard de dollars est prévu dans le cadre de la conférence CEDRE. Il s'agit de construire des barrages pour conserver l'eau afin d'irriguer les cultures et assurer la consommation aux villes. 30% devrait aller à l'utilisation domestique et 70% à l'agriculture.

Quels sont les principaux objectifs à atteindre pour relancer le secteur ?

L'une des finalités d'un succès retrouvé serait par exemple de créer des industries agro-alimentaires. Pour atteindre cet objectif, il faudra notamment sélectionner des produits agricoles dans lesquels le Liban a des avantages compétitifs. L'objectif serait aussi que l'agriculture puisse représenter près de 10% du PIB. Mais comment y arriver ? Comme nous venons de le préciser, il s'agit de saisir l'opportunité de développement offerte par CEDRE, notamment pour augmenter les surfaces irriguées, et mettre en place l'ensemble des infrastructures nécessaires. Si notre économie reste axée sur le tertiaire, elle demeurera fragile. J'appelle donc à la mise en place d'une stratégie pour soutenir l'agriculture à travers l'amélioration de la qualité. Prenons l'exemple de la banane libanaise qui a pu concurrencer la banane d'Amérique du Sud sur les marchés environnants grâce à l'investissement dans des outils de qualité, un packaging et un marketing sans failles. Il faut alors miser avec force sur les outils de marketing qui mettront en valeur les produits dans lesquels le Liban a un avantage compétitif comme la cerise, le vin, l'huile d'olive, etc.

À qui reviendra cette mission ?

Normalement, cette responsabilité devrait être partagée par les ministères de l'Agriculture et de l'Économie. Le Premier ministre Rafic Hariri avait eu l'idée de créer une subvention à l'exportation, jumelée à un contrôle de qualité, avec des budgets d'aide aux exportateurs pour améliorer leurs capacités d'emballages. Ces budgets ont finalement été alloués à l'Autorité de développement des investissements au Liban (IDAL) qui se charge depuis cette époque de leur gestion. Je tiens d'ailleurs à saluer son action à ce niveau. Là où le bât blesse, c'est que le ministère des Finances ne règle pas les montants des subventions dans le délai imparti de deux mois après la date d'exportation, mais avec un retard pou-

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

vant aller jusqu'à deux ans. Les exportateurs se retrouvent ainsi à avancer l'argent des subventions. C'est la raison pour laquelle de nombreuses voix s'élèvent pour demander sa suppression. Le secteur privé devrait par ailleurs aider les douanes libanaises en améliorant la coordination pour réussir au mieux la lutte contre la contrebande.

Comment solutionner l'indivision actuelle d'une grande partie des terrains agricoles ?

En 1932, le gouvernement français a aidé le Liban à réaliser le cadastre, c'est-à-dire à répertorier et numéroter toutes les parcelles en mentionnant leurs propriétaires et en les inscrivant au registre foncier. Cependant, le gouvernement français n'avait à l'époque pas achevé le travail, et certaines régions sont restées sans cadastre. L'État libanais doit compléter ce cadastre, ce qui permettra une allocation physique de 100% de parts à chacun des propriétaires pour qu'ils puissent avoir la liberté de le planter.

Qu'en est-il du budget du ministère compétent ?

Historiquement, le budget alloué à l'agriculture au Liban est faible car l'agriculteur n'a jamais été prioritaire. En Syrie, la part de l'agriculture dans le PIB est de l'ordre de 25% et ce même pourcentage est alloué au budget du ministère. Au Liban, celle-ci ne dépasse pas les 1% alors qu'elle devrait être au moins de 5%, soit l'équivalent de la part de l'agriculture dans le PIB. Nous devrions cependant inclure la subvention de 1% d'IDAL et celle des producteurs de tabac, également de 1%, ce qui reviendrait à 3% du PIB.

La Chambre de commerce de Beyrouth envisage la tenue d'un congrès agricole. Quel serait l'objectif de cette rencontre ?

Le Liban a pensé que signer des accords de libre-échange, notamment avec les pays arabes, permettra aux exportateurs libanais d'exporter davantage. Mais les agriculteurs libanais n'ont pas pu tirer profit de ces accords, en raison de coûts de production peu compétitifs alors que les pays arabes subventionnent leur agriculture. La solution serait de subventionner ou de protéger le secteur en instaurant une douane et un calendrier agricole qui empêcherait l'entrée de produits agricoles subventionnés au Liban. Le congrès que nous envisageons d'organiser en coopération avec le Conseil économique et social (CES) aura pour principal objectif de mettre en avant l'idée de la protection. Cela demande un gel des accords de libre-échange contractés avec les pays arabes et européens. Un argumentaire clair est en cours d'élaboration pour convaincre l'État de l'urgence et de la nécessité de cette politique de protection pour permettre à l'agriculture de survivre et de prospérer.

> « LES AGRICULTEURS LIBANAIS N'ONT PAS PU TIRER PROFIT DES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE, EN RAISON DE COÛTS DE PRODUCTION PEU COMPÉTITIFS ALORS QUE LES PAYS ARABES SUBVENTIONNENT LEUR AGRICULTURE. »

L'exemple de l'Office fruitier

L'Office fruitier avait été mis en place par le ministère de l'Agriculture dans les années 1960 et fut actif jusqu'en 1975. Cette institution a fait de nombreux efforts pour créer des marchés d'exportation et aider les Libanais à écouler leurs fruits et primeurs. Finalement, ce sont des étrangers, en particulier les Hollandais, qui nous aident désormais à améliorer nos compétences à l'exportation. La Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban est quant à elle le relais entre les Hollandais et les agriculteurs qui reçoivent les aides. Des programmes d'aide gratuits à l'exportation financés par la Hollande sont ainsi délivrés aux agriculteurs. L'Union européenne veut aider les pays signataires d'accords comme le Liban à exporter dans leurs pays où des normes ultra-strictes sont requises à l'entrée pour les produits agricoles.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

Pensions de retraite pour le secteur privé: où en est le Liban ?

Auteurs de plusieurs projets de lois jamais adoptés, Rafic Salamé, l'ancien directeur de la Commission technique de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), spécialiste de la question des retraites œuvre depuis des années dans l'ombre pour faire avancer les droits des citoyens, main dans la main, avec Antoine Wakim, l'ancien PDG de la SNA. Tous deux membres du Conseil d'administration de la CNSS, ils retracent les multiples tentatives d'échafauder un système de retraites viable au Liban.

« Il y a plus de 20 ans, nous avions initié, avec le Rassemblement des dirigeants et chefs d'entreprise libanais (RDCL), un projet d'assurance vieillesse soutenu financièrement par le président de la CCI de Beyrouth et du Mont-Liban de l'époque, Adnan Kassar, et parrainé par le ministre du Travail, Michel Moussa et par Georges Corm », raconte Antoine Wakim. « Ce projet de loi avait été soumis au vote lors de la dernière séance de la présidence du Conseil de Sélim Hoss », se souvient-il.

Inspiré des modèles européens, il stipulait notamment la mise en place d'un salaire minimum (smic) évolutif avec un plafond, la modernisation sous cinq ans de la CNSS et l'extension de sa couverture à tous les Libanais - salariés, professions libérales, sans emploi.

« Si cette loi avait été appliquée à la fin des années 1980, entre 40 000 et 50 000 personnes toucheraient aujourd'hui une pension de retraite», assure Antoine Wakim qui déplore le laxisme et le manque de conscience sociale de la majorité des élus. Car l'ancien dirigeant de la SNA reste convaincu que « la justice sociale est le meilleur rempart contre la discorde sociale qui amènera la dictature de la rue, tôt ou tard, au pouvoir ».

« Ceux qui ont fait plus de deux mandats reçoivent des avantages de loin supérieurs à tous les parlementaires du monde ; un salaire de près de 7 000 dollars - soit huit à dix fois le revenu moyen par habitant au Liban - versé à vie, et le remboursement des frais médicaux pour eux et leur famille », fustige-t-il

En 2008, un nouveau projet de loi voit le jour rédigé par Rafic Salamé. Validé par l'ancien Premier ministre, Rafic Hariri, le texte avait été envoyé en commission pour étude puis soumis au vote du Parlement. Il a toutefois dû être renvoyé en commission des Affaires sociales et du Travail après une forte opposition des syndicats des travailleurs. Puis rebelote, la même commission demande à l'expert de revoir sa copie en considérant cette fois-ci que les pensions de retraites seraient chapeautées par un organisme indépendant et non plus par la CNSS (comme c'était le cas dans la première mouture de 2008). Il sommeille, depuis, dans les tiroirs du Parlement.

Une question n'a cependant jusqu'à ce jour toujours pas été tranchée par les élus et entrave encore le vote d'une loi : celle de l'entité qui sera en charge de gérer le système des retraites. Pour Rafic Salamé, il existe deux options : la création d'un nouvel organisme ou la prise en charge des pensions par une CNSS « modernisée de fond en comble ».

Répartition ou « Pay as you go »

Pour échafauder ce dernier projet de loi, Rafic Salamé et Antoine Wakim se sont inspirés de deux régimes. Le système de répartition tout d'abord, où ce sont les travailleurs qui cotisent pour financer le salaire des retraités. Les montants des contributions du gouvernement, de l'employeur et du salarié sont fixés par la loi. L'État se trouve au premier chef responsable du déficit. Les prévisions actuarielles tendent en principe à équilibrer les cotisations et les recettes avec une marge de réserve. Le fonds se retrouve avec des capitaux importants qui représentent une garantie d'équilibre à long terme.

Avec les progrès de la médecine et l'allongement de la durée de vie, le nombre de retraités a fortement augmenté et le rapport travailleurs/bénéficiaires s'est trouvé fortement déséquilibré. Dans les pays avancés, la plupart des

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

fonds se sont ainsi retrouvés déficitaires, obligeant l'État à augmenter les cotisations, en particulier celles des entreprises, ce qui a provoqué une forte opposition du secteur privé.

Système de capitalisation

Dans ce système, la caisse des retraites ouvre un compte personnel au salarié, lequel est alimenté par une cotisation tripartite dont le montant est fixé par la loi. Ce compte donne droit, au moment de la retraite, à un salaire correspondant au montant global des cotisations payées par l'individu majoré des revenus constitués par le placement de l'argent durant la période.

Ce système a toujours été en vigueur aux États-Unis du fait de l'existence de plusieurs fonds de retraites gérés par le secteur privé. Il a généralement été écarté en Europe au nom de la solidarité des travailleurs. Mais on y revient de plus en plus en raison du poids que fait peser le système de répartition sur le déficit du budget national.

Mais les auteurs du projet de loi libanais avaient opté pour un texte hybride qui s'inspirait de ces deux modèles.

« Un système mixte, à la fois égalitaire, solidaire et non déficitaire », défend Rafic Salamé. « Ce projet était équilibré mathématiquement et avait été validé par la Banque mondiale », abonde Antoine Wakim.

Opposition à une entité indépendante et indemnités de fin de service

En 2010, la seconde mouture - indépendante de la CNSS – avait reçu le soutien du Courant du Futur, et été replacée à l'agenda du Parlement.

Coup de théâtre, le président de la Chambre, Nabih Berry, décide finalement de soumettre aux députés l'ancien projet de loi, la première mouture datant de 2008, qui place la caisse des retraites sous la tutelle de la CNSS. « Heureusement, j'ai pu en commission y insérer plus de 90% des nombreuses clauses du nouveau projet », relate Rafic Salamé.

In fine, les salariés du secteur privé ont juste droit à des indemnités de fin de service correspondant à un mois - de leur dernier salaire - par an qu'ils reçoivent en un seul versement (comme il est inscrit dans la loi du travail).

Par ailleurs, un employé du secteur privé ayant cotisé pendant 20 ans à la CNSS pourra percevoir 100% de ses indemnités de fin de service, à condition qu'il ne change pas d'employeur.

Antoine Wakim dénonce un « système pénalisant » car « l'indemnité de fin de service peut être perdue en cas de changement d'emploi ».

« Le Liban est aujourd'hui l'un des rares pays au monde à appliquer le système de l'indemnité de fin de service, ce qui n'assure pas aux retraités une vieillesse décente », déplore-t-il aussi.

Avec une loi en faveur des pensions de retraite, « tout retraité aurait pu recevoir une véritable pension mensuelle à partir de 65 ans », ajoute Rafic Salamé.

La coopération de la Confédération générale des travailleurs et du secteur privé fait avancer les choses

Où en sommes-nous aujourd'hui ? À l'initiative du président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Mohamed Choucair, une petite avancée a récemment vu le jour avec l'adoption par le Parlement de la proposition de loi soumise par le député Atef Majdalani du Courant du Futur.

Depuis 2018, « cette loi permet au retraité d'avoir une « assurance maladie » en sa qualité d'assuré social, comme à l'époque où il était encore salarié », explique Rafic Salamé.

Ce texte n'aurait pas pu voir le jour sans « un accord historique » entre la CGTL, présidée par Ghassan Ghosn, et le secteur privé représenté par Mohamed Choucair, président des organisations économiques, note Rafic Salamé.

Objectifs et recommandations

À terme, « l'objectif est d'avoir une loi égalitaire avec un système de financement viable et des cotisations raisonnables du côté des employeurs », assure Rafic Salamé.

Cela permettrait d'assurer au retraité un niveau de vie décent avec une pension mensuelle sans que le poids sur l'économie ne soit insoutenable.

« La caisse commune de retraite serait financée par l'État à hauteur de 2%, par l'employeur à hauteur de 11,5% et par l'employé à hauteur de 4,5% », poursuit Rafic Salamé. « C'est un système de solidarité nationale : chaque citoyen pourra être membre de ce régime, qu'il soit travailleur indépendant ou salarié », soutient-il.

Pour réaliser cet objectif, deux solutions sont sur la table : une réforme administrative profonde de la CNSS ou la création d'une entité indépendante pour la gestion du système de pensions de retraite.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

Les Libanais invités à investir en Guinée-Bissau

Le renforcement de la coopération économique entre les deux pays était au cœur de la visite en janvier au Liban du président de l'Assemblée nationale populaire de Guinée-Bissau, Cipriano Cassamá. Un séjour conjointement initié par son homologue Nabih Berri et le Consul général de Guinée-Bissau au Liban, Mohammad Sleiman.

Accompagné d'une délégation de responsables politiques dont deux députés guinéens, le consul général et son épouse, le dirigeant africain a été reçu le 8 janvier à la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban par le président des organisations économiques Mohamed Choucair.

Côté libanais, cette rencontre a notamment réuni le président de la Chambre de commerce du Liban-Nord, Toufic Daboussi, le secrétaire général de la Chambre de commerce internationale à Beyrouth (ICC), Youssef Kanaan, les vice-présidents de la CCI de Beyrouth et du Mont-Liban, Gaby Tamer et Mohammad Lamaa, le président de l'association Global Lebanese Investors, Jacques Sarraf, ainsi que plusieurs hommes d'affaires présents sur les marchés africains.

La réunion a porté sur la solidité des relations du Liban avec les pays d'Afrique en général et la Guinée-Bissau en particulier. La coopération bilatérale et le rôle important de la communauté libanaise en Guinée-Bissau ont aussi été au menu des discussions ainsi que le renforcement des investissements bilatéraux.

Cipriano Cassamá et la délégation guinéenne qui l'accompagne en présence du bord libanais issu du secteur privé.

Mohamed Choucair : « L'Afrique est aujourd'hui le continent de tous les espoirs »

Dans son allocation de bienvenue, Mohamed Choucair a rappelé la profondeur des liens historiques entre le Liban et le continent africain. « L'histoire de la communauté libanaise en Afrique est une histoire faite de confiance, de travail, d'intelligence et de fidélité aux nations qui l'ont accueillie », a-t-il lancé.

Il a mis en avant l'intérêt pour le Liban de développer les échanges économiques avec la Guinée-Bissau. « Les petits pays comme les nôtres cherchent des relations équilibrées bénéfiques pour les deux parties », a souligné Mohamed Choucair.

Le président des OE a ainsi appelé à redoubler d'efforts pour saisir les opportunités existantes, renforcer la coopération entre les secteurs privés des deux pays et identifier des projets communs viables à exploiter à l'avenir.

Mohamed Choucair a notamment évoqué les projets d'infrastructures lancés en 2019 lors de la Conférence CEDRE et les opportunités d'affaires dans les secteurs pétroliers et gaziers. Il a ajouté que le pays du Cèdre dispose d'importants produits certifiés aux normes internationales les plus exigeantes susceptibles de répondre aux besoins de la Guinée-Bissau.

Il a rappelé que la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban est le siège de l'Union des investisseurs libanais, organisation regroupant des investisseurs intéressés de

faire des affaires dans les nombreux pays d'implantation de la diaspora libanaise.

Ressources naturelles et tourisme

La Guinée-Bissau, petit pays d'Afrique de l'Ouest, mise quant à elle sur le retour de la stabilité politico-sécuritaire pour attirer les investissements étrangers.

« J'ai choisi de visiter ce pays ami pour dire aux hommes d'affaires libanais que les domaines d'investissement dans mon pays sont nombreux et ouverts à eux », a déclaré de son côté Cipriano Cassamá.

200 Libanais résident déjà en Guinée-Bissau, dont près de 80% ont la nationalité guinéenne.

« Nous allons donner toutes les garanties et les facilités aux Libanais qui souhaitent investir dans notre pays, en particulier en exonérant [les produits en provenance du pays du Cèdre] de taxes et de droits de douane », a-t-il assuré.

Outre ses nombreuses ressources naturelles (phosphate, or, ciment, etc.), la Guinée-Bissau dispose de 82 îles, dont 22 occupées, et d'une importante richesse marine et halieutique.

Le chef du Parlement guinéen a assuré que le tourisme faisait partie des secteurs à haut potentiel pour les échanges entre les deux pays.

Réunion en l'honneur du chef du Parlement guinéen en visite au Liban.

> « NOUS ALLONS DONNER TOUTES LES GARANTIES ET LES FACILITÉS AUX LIBANAIS QUI SOUHAITENT INVESTIR DANS NOTRE PAYS. »

Il a par ailleurs expliqué que son pays manquait d'infrastructures et de services, en particulier de routes, d'usines et de banques, soulignant la nécessité d'investir dans ces domaines.

Cipriano Cassamá s'est aussi penché sur sa visite rendue le matin même au président de la République. « Je remercie le président Michel Aoun pour son accueil (...). J'ai profité de cette occasion pour l'informer de la situation en Guinée-Bissau qui se dirige vers une stabilité totale (...). Je lui ai en outre assuré que la grande communauté libanaise dans mon pays s'est intégrée dans notre société et que de nombreux expatriés libanais sont devenus citoyens de Guinée-Bissau, certains étant arrivés au Parlement », a-t-il dit.

Au niveau politique, le responsable a rappelé que son pays « s'est toujours tenu auprès du Liban devant l'ONU ». Il a également exprimé sa reconnaissance « aux Libanais ayant pris les armes pour défendre les Guinéens ». « Nous ne l'oublions pas », a-t-il lancé.

L'hôte africain a clôturé son escale libanaise par une visite du Premier ministre désigné Saad Hariri qui l'a reçu à la Maison du Centre en présence du ministre Jamal Jarrah et des députés Bahia Hariri, Michel Moussa, Dima Jamali et Nazih Najem.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Saad Hariri plaide pour une convergence du secteur privé arabe

Le Premier ministre a inauguré le 18 janvier le forum du secteur privé arabe en vue du quatrième Sommet arabe sur le développement économique et social le 20 janvier à Beyrouth.

Officiels durant la cérémonie d'ouverture dont Saad Hariri, Riad Salamé, Mohamed Choucair, Adnan Kassar, Kamal Hassan Ali et Raouf Abu Zaki.

Organisé par la Ligue des États arabes, l'Union des chambres de commerce arabes, la Fédération des chambres de commerce libanaises et le groupe Al Iktissad Wal Aamal, le forum du secteur privé arabe a rassemblé plus de 400 participants venus de 24 pays au siège de l'Union des chambres arabes.

Étaient présents, le ministre sortant de l'Économie et du Commerce, Raed Khoury, le gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salamé, le secrétaire général adjoint aux Affaires économiques de la Ligue des États arabes, Kamal Hassan Ali, le président de la Fédération des chambres libanaises de commerce, Mohamed Choucair, le président de l'Union des chambres arabes, Mohammed Abdo Said Anam, et le directeur général du groupe Al Iktissad Wal Aamal, Raouf Abu Zaki. L'ancien président Michel Sleiman et l'ex-Premier ministre Fouad Siniora ont également participé à cette rencontre.

« Le monde arabe est un trésor mais nous devons y investir »

Saad Hariri a d'abord tenu à exprimer son profond regret face à l'absence de la délégation libyenne au quatrième Sommet arabe sur le développement économique et social organisé le 20 janvier à Beyrouth. Le Premier ministre a toutefois estimé que l'amitié fraternelle devait prévaloir. Il a ajouté que les recommandations du forum du secteur privé seraient soumises au Sommet arabe. Il a exprimé l'espoir que cette rencontre des dirigeants de la région soit un succès. D'autant plus qu'il s'agit du premier rendez-vous consacré au développement organisé après l'établissement par les Nations unies, en 2015, des objectifs de développement durable.

« Le Liban, comme le reste des pays arabes, a besoin de beaucoup d'efforts, en particulier au niveau des législations, dont certaines datent de 50 et parfois de 60 ans », a lancé Saad Hariri. Il a estimé « nécessaire d'élaborer une législation commune aux pays arabes en raison de son impact sur la vie des citoyens » de cette région. Le Premier ministre a en outre appelé à la levée des restrictions et à la facilitation du transit entre les pays arabes pour promouvoir le commerce et l'industrie. « Le monde arabe est un trésor, mais nous devons y investir (…) et surtout donner aux femmes la place qu'elles méritent », a défendu le chef du gouvernement.

À son tour, le ministre sortant de l'Économie et du Commerce, Raëd Khoury, a exhorté les investisseurs arabes à s'intéresser aux projets de développement des infrastructures libanaises prévus par CEDRE, avant de rappeler que le Liban a voté en 2017 la loi sur les partenariats public-privé. Une session spécifique a d'ailleurs été consacrée à ce sujet plus tard dans la journée. D'autres sessions ont été dédiées au rôle du secteur privé et des institutions financières dans le développement durable et la reconstruction dans la région. Les thématiques de la quatrième révolution industrielle, de l'émancipation économique de la femme arabe ou encore de la transition vers l'économie de la connaissance pour l'entrepreneuriat et les PME ont également été abordées.

Riad Salamé a tenu un discours positif, appelant à « une vision réaliste du Liban », « loin des rumeurs et du désespoir. » Il a fait remarquer que le Liban avait fait l'objet, chaque semaine au cours de l'année 2018, de la publication de rapports sur l'effondrement économique et la faillite. « Mais le fait est que la croissance en 2018 était comprise entre 1% et 1,5% alors que celle de la région était de 2%, selon le FMI, et que la croissance au Liban aurait pu atteindre 2% si le gouvernement avait été formé », a-t-il expliqué. Il a ensuite fait quelques recommandations concernant les objectifs de 2019. Le gouverneur a ainsi appelé à « maintenir le taux de change de la livre et la stabilité des taux d'intérêt, à lancer la plateforme de négociation électronique qui fournira des prix transparents et un marché secondaire qui apportera de la liquidité aux marchés », mais aussi à « continuer de soutenir l'économie numérique qui a un avenir prometteur ».

« Il ne fait aucun doute que le Sommet arabe pour le développement s'inscrit dans le prolongement des politiques et des alliances économiques mondiales, et ce dans un contexte de conditions économiques préoccupantes au niveau mondial et difficiles dans le monde arabe, et qui se ressentent à travers le ralentissement de la croissance et la détérioration des services, le taux élevé de chômage et de pauvreté ou encore les migrations », a pour sa part affirmé

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Mohamed Choucair. « Tirons les leçons de nos expériences et modèles réussis dans le monde pour profiter de l'énorme potentiel dont nous disposons afin de fortifier l'arène économique arabe et parvenir à un développement durable », a-t-il lancé.

« Le développement et le bien-être de nos peuples sont au premier plan des objectifs de nos pays, et personne ne pense que s'il concentre ses efforts sur l'amélioration de la situation de son pays sans répondre aux exigences de l'intégration économique arabe, il pourra atteindre ses objectifs de développement », a insisté Mohamed Choucair. « Le Liban a toujours tendu la main à ses frères et est prêt à se lancer dans tout projet visant à renforcer la coopération économique », a-t-il conclu.

Une convergence arabe est indispensable

« Ce forum est une plate-forme pour un dialogue franc sur les relations entre les secteurs public et privé et nous sommes ici pour réfléchir ensemble aux résultats des sommets précédents et à nos situations arabes désespérées dans un monde en crise ainsi que pour faire part à nos dirigeants, qui se rencontrent dans quelques jours dans le cadre du sommet, de nos préoccupations et objectifs », a dit Raouf Abou Zaki, directeur général du groupe Al Iktissad Wal Aamal.

Il a appelé « à une convergence arabe indispensable dans une phase politique et sécuritaire difficile, qui s'accompagne d'une instabilité des marchés pétroliers, affecte négativement l'activité économique et la croissance, et entraîne une augmentation du chômage ». « Une telle situation nécessite de soutenir et d'activer le rôle du secteur privé, de créer un environnement approprié et de parvenir à une plus grande ouverture entre les marchés », a-t-il poursuivi.

« Nous sommes confiants que le secrétaire général de la Ligue des États arabes, Ahmed Aboul Gheit, trouvera avec son expérience et sa diplomatie une occasion de renforcer l'aspect économique et de stimuler l'action commune en tirant le meilleur parti de la vitalité du secteur privé arabe », a-t-il conclu.

RECOMMANDATIONS

1. En matière d'élimination et de développement des obstacles rencontrés dans la grande zone de libre-échange arabe

Exhorter les pays arabes à supprimer les obstacles non tarifaires dans un délai déterminé.

Appeler les pays arabes à faciliter l'entrée en vigueur de la Convention arabe sur la libéralisation du commerce des services entre pays arabes, l'inclusion des questions sanitaires et phytosanitaires, des restrictions techniques, de la facilitation des échanges et de la propriété intellectuelle dans la grande zone de libre-échange arabe, en coopération avec l'Union des chambres arabes.

2. Faciliter le mouvement des investissements entre employeurs et hommes d'affaires

Inviter les pays arabes à adopter un nouvel accord sur l'investissement arabe visant à faciliter leur mouvement et à faciliter le transfert d'employeurs entre les pays arabes, en coopération avec les chambres arabes.

Renforcer le rôle des organismes arabes de promotion de l'investissement.

3. Dans le domaine de la modernisation de l'éducation et de la formation pour répondre aux exigences de la quatrième révolution industrielle

Soutenir la coopération avec le secteur privé représenté par les chambres de commerce arabes afin d'élaborer de nouveaux programmes correspondant aux nouvelles compétences requises pour le marché du travail.

4. Pour rester en phase avec la quatrième révolution industrielle et le passage à l'économie numérique

Appeler les pays arabes à élaborer une stratégie arabe commune pour l'économie numérique, fondée sur un système d'information intégré, en liaison avec la modernisation de la structure législative et des lois nécessaires, avec la clarté des politiques fiscales correspondantes, l'amélioration de la qualité et la diffusion des services de télécommunications et la réduction des prix.

Appeler les pays arabes et les organisations d'action arabe communes à coopérer et à mettre à disposition des informations, des bases de données de support et d'autres exigences de l'environnement numérique moderne.

5. Dans le domaine des projets d'autonomisation des femmes et des jeunes

Inviter les institutions financières mixtes arabes à se concentrer sur le financement de l'entrepreneuriat, de l'innovation et des projets pour la jeunesse, des projets d'autonomisation des femmes, des petites et moyennes entreprises et la création de centres de développement de l'entreprenariat et de l'innovation, avec la participation du secteur privé arabe représenté par les chambres arabes, contribuant ainsi à réduire le chômage et la pauvreté.

6. Implication du secteur privé dans la prise de décision économique arabe

Inviter les pays arabes à associer le secteur privé à la prise de décisions économiques au niveau national par le biais des chambres arabes, à titre de conseil, de potentiel scientifique et d'investissement, d'expertise et de volonté de développement du secteur privé dans le monde arabe.

7. Élargir le rôle du secteur privé dans le financement du développement durable dans le monde arabe

Inviter toutes les institutions de financement du développement arabes et multilatérales à coopérer avec la Fédération des chambres de commerce arabes afin d'attirer des capitaux privés pour participer au financement de projets d'infrastructure et de développement durable et pour mettre en place des incitations appropriées.

Créer une banque d'informations pour les migrants arabes dans le monde afin de promouvoir leur participation aux projets de développement et d'intégration économique arabes et d'ouvrir les marchés d'exportation des pays arabes.

8. Dans le domaine de la participation du secteur privé à la reconstruction des pays arabes touchés par des conflits

Assurer la participation du secteur privé arabe aux projets de reconstruction et déterminer la proportion de la composante locale arabe dans ces projets.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Malgré les absences et les divergences, le Sommet économique arabe sauve la face du Liban diplomatique

Envers et contre tout, le Sommet arabe pour le développement économique et social s'est finalement tenu aux dates prévues à Beyrouth. Si plusieurs dirigeants arabes ont décidé de le boycotter, en raison de l'absence de la Libye et de divergences sur la question syrienne, la présence de l'émir du Qatar aura cependant marqué les esprits, même s'il a quitté Beyrouth avant la fin de la cérémonie d'ouverture.

Les travaux du 4e Sommet économique arabe, présidé par le chef de l'État Michel Aoun, ont été lancés le 20 janvier à Beyrouth, en présence des représentants de 20 pays, dont l'émir du Qatar, Tamim Ben Hamad Al-Thani, le président mauritanien, Mohammad Ould Abdelaziz, de hauts responsables arabes et libanais, et de personnalités économiques et syndicales.

Il faut dire que les pays arabes demeurent particulièrement divisés par les guerres en Syrie et au Yémen et sur le conflit diplomatique entre le Qatar et ses voisins du Golfe. Dans ce contexte, l'une des grandes questions du Sommet de Beyrouth fut celle de la réintégration ou non de la Syrie dans le jeu diplomatique régional, sept ans après son exclusion de la Ligue arabe.

Durant ce sommet, Michel Aoun a appelé les grandes puissances mondiales à décupler leurs efforts pour que les réfugiés syriens puissent rentrer chez eux, indépendamment de toute solution politique à la guerre.

L'Emir du Qatar Tamim bin Hamad al-Thani (5e en partant de la gauche) pose au centre de la photo à côté du président Michel Aoun.

Michel Aoun prône la création d'une banque arabe pour la reconstruction et le développement

Dans son allocution de lancement des travaux du sommet, le président de la République a affirmé qu'il ne voulait pas discuter des causes des guerres et de ceux qui les ont provoquées, mais plutôt du règlement de leurs conséquences destructrices sur l'économie.

« Les guerres intérieures et la propagation du phénomène du terrorisme, du déplacement et des refugiés sont sans précédent dans le monde. Un fait qui a eu des effets sur le processus de développement, notamment dans certains pays qui souffrent de problèmes socio-économiques », a-t-il déclaré. Le président a ajouté que ces conflits se sont répercutés sur les pays en question ces dernières années et sur les objectifs du développement durable. « Où en sont nos pays de la réalisation des objectifs internationaux du développement durable, comprenant l'éradication de la pauvreté, le respect des droits de l'homme et autres, dans un contexte de destruction dans certains pays arabes ? » s'est interrogé le président libanais. Et Michel Aoun de poursuivre : « Je parle en tant que connaisseur, puisque le Liban a payé le prix fort en raison des guerres et du terrorisme. Ce pays assume depuis des années la plus grande charge résultant du déplacement massif des Syriens et des Palestiniens, sur sa superficie limitée et ses infrastructures non-habilitées. À cela s'ajoute l'occupation israélienne et ses menaces permanentes contre le Liban ».

« Le Sommet se tient aujourd'hui après un arrêt de plusieurs années. Le traitement des racines des crises doit être une priorité pour nous, ainsi que la lutte contre la corruption et l'instauration des réformes nécessaires. Pour cette raison, nous devons coordonner les programmes et les plans arabes, avant la tenue du Sommet de New York », a-t-il ajouté. En espérant que ce sommet contribue à activer l'exécution des projets, le chef de l'État a aussi évoqué le marché arabe commun, appelant la communauté internationale à déployer les efforts et à assurer les conditions du retour sûr des déplacés syriens dans leur pays, notamment dans les zones sécurisées, sans lier ce retour à une solution politique en Syrie. « Nous avons œuvré pour proposer un projet de communiqué final sur la crise des déplacés et des réfugiés, vu la répercussion de cette

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

affaire sur l'économie nationale et le tissu social libanais », a-t-il poursuivi.

Le chef de l'État a enfin appelé à la création d'une banque arabe pour la reconstruction et le développement, qui assiste les pays arabes endommagés par les conflits afin d'assurer leur redressement. « J'appelle les banques et les institutions arabes à discuter des mécanismes de la création d'une telle instance », a conclu Michel Aoun.

À son tour, le président mauritanien, Mohammad Ould Abdelaziz, a appelé à accélérer le règlement global et juste de la cause palestinienne, qui se base sur les résolutions internationales et l'initiative arabe de paix. Il a également insisté sur l'instauration de la paix en Syrie et au Yémen.

Le Premier ministre jordanien, Omar Al-Razzaz, a souhaité que ce sommet soit une réussite, espérant qu'il parvienne au renforcement de la coopération entre les secteurs privés arabes. Il a aussi affirmé que « la situation des pays arabes aurait été différente si ces pays formaient une force politique et économique commune ».

Quant au vice-président soudanais, le général Bakri Saleh, il a estimé que les mutations économiques dans la région nécessitent d'accélérer les efforts vers la création de la zone arabe de libre-échange.

Le Premier ministre palestinien, Rami Al-Hamadallah, a rappelé que la cause palestinienne passe par une période difficile, en raison des décisions américaines récentes et de l'escalade israélienne. Il a toutefois expliqué que le gouvernement a adopté une bonne politique financière visant à réduire le déficit.

Déclaration de Beyrouth: confirmation de la nécessité de conjuguer les efforts pour réduire les souffrances des déplacés et des réfugiés

À l'issue du sommet, le ministre sortant des Affaires étrangères a lu la « Déclaration de Beyrouth » qui met l'accent sur la nécessité pour les donateurs internationaux et les fonds arabes de conjuguer leurs efforts en vue de réduire les souffrances des déplacés.

« Nous, dirigeants des pays arabes (…) réitérons notre engagement complet à réaliser les décisions des sommets précédents tenus respectivement au Koweït, à Charm el-Sheikh et à Riyad, et assurons la nécessité d'éliminer les obstacles qui entravent leur mise en œuvre, afin de poursuivre le processus économique, social et le développemental arabe (...) », a-t-il dit.

Les participants ont aussi mis l'accent sur la nécessité de soutenir le peuple palestinien face aux agressions israéliennes qui augmentent, « ayant foi en la responsabilité arabe et islamique envers al-Qods et son identité arabe, musulmane et chrétienne ».

« Toutes les parties concernées doivent s'unir pour financer les projets du plan stratégique pour la croissance de Jérusalem-Est », a ajouté Gebran Bassil, avant de confirmer l'attachement au droit de retour des Palestiniens et au respect des résolutions internationales relatives à al-Qods, et au refus de reconnaître cette ville comme capitale de l'occupation israélienne.

Les responsables ont également décidé d'adopter des politiques avant-gardistes pour profiter de l'économie numérique et élaborer une vision arabe commune dans ce domaine. « Nous apprécions l'initiative du chef de la diplomatie koweïtienne, Cheikh Sabbah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabbah, pour la création d'un fonds d'investissements dans les domaines de la technologie et de l'économie digitale pour un capital de 200 millions de dollars américains, avec la participation du secteur privé, et la contribution du Koweït et du Qatar à hauteur de 50 millions de dollars chacun », a salué Gebran Bassil.

La Déclaration de Beyrouth se penche par ailleurs sur les progrès et besoins de l'Union des douanes, dans l'espoir d'établir un « marché arabe commun », ainsi que sur un projet qui permettrait de développer les petites et moyennes entreprises, en vue de réduire le taux de chômage.

Le sommet a en outre décidé d'adopter la « stratégie arabe pour le développement durable 2030 », la « stratégie arabe pour la lutte contre la pauvreté 2020-2030 », la « stratégie rose pour la santé de la femme arabe », le « plan de travail pour le développement de la famille arabe », le « programme d'intégration de la femme dans le processus de croissance des sociétés locales » et la « stratégie arabe pour la protection des enfants réfugiés dans le monde arabe ».

Il a été enfin décidé que la Mauritanie accueillera le 5e sommet socio-économique en 2023.

Le Qatar annonce qu'il va investir 500 millions de dollars dans les bons du Trésor libanais

Le ministre qatari des Affaires étrangères et vice Premier ministre, l'émir Mohammad ben Abdel Rahman al-Thani, a annoncé le 21 janvier, lors d'un entretien accordé à l'Agence de presse qatarie, que « le Qatar investira dans les titres de créances du gouvernement libanais, estimés à près de 500 millions de dollars américains ». Une annonce reprise directement par toute la presse libanaise et régionale. L'émir a affirmé que le Qatar est engagé à soutenir l'économie libanaise et les frères libanais afin que ces derniers puissent faire face aux défis auxquels ils sont confrontés, ajoutant que les relations de fraternité profondes entre les deux pays frères étaient à l'origine de cette mesure. « La démarche qatarie est survenue après la participation de l'émir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad, au Sommet économique organisé à Beyrouth et au terme des efforts fournis par le ministre libanais sortant des Affaires étrangères, Gebran Bassil », a conclu le ministre.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

Les douanes libanaises se modernisent

L'institution lance un vaste chantier pour rénover ses services et faciliter les démarches aux voyageurs. Une transformation qui s'inscrit dans le cadre de la conférence CEDRE et de la lutte contre la corruption.

Débarrasser l'institution de ses mauvaises pratiques et la faire gagner en efficacité. Telle est l'ambition affichée par le directeur général des douanes libanaises, Badri Daher. Le responsable a donné le coup d'envoi de ce grand dépoussiérage lors d'une conférence de presse le 21 décembre 2018, en présence de plusieurs personnalités dont le député Alain Aoun, le président des organisations économiques, Mohamed Choucair, la directrice générale de l'Institut des Finances Basil Fuleihan, Lamia Moubayed Bissat, le président de la Chambre de commerce du Liban-Nord, Toufic Daboussi, le président du Conseil économique et social (CES), Charles Arbid, ou encore l'homme d'affaires Raphael Debbané. Le changement annoncé va de la simplification de la récupération des effets personnels à la lutte contre la corruption, phénomène largement répandu jusqu'ici au sein des douanes libanaises. Face aux journalistes, Badri Daher n'a pas mâché ses mots : « Le clientélisme et les pourboires étaient trop souvent au rendez-vous, et surtout le papier que plus personne n'utilise à l'ère de l'informatisation ».

Le responsable s'est livré à une dénonciation en règle de la lenteur et la désorganisation des services douaniers. Qualifiant de « cauchemar » le processus de récupération des effets personnels envoyés par fret aérien, le directeur a été jusqu'à présenter à l'assistance un film tourné en conditions réelles retraçant, selon ses mots, « les étapes de souffrance du voyageur ».

Accroître la confiance des citoyens dans l'État libanais, améliorer la productivité et favoriser le retour des expatriés

Concrètement, les voyageurs pourront désormais récupérer leurs affaires en trois étapes, contre 34 auparavant, un processus pouvant nécessiter plus de dix heures d'allées et venues entre les différents bureaux de l'aéroport. Avancée de taille : la nouvelle procédure ne devrait pas excéder les vingt minutes. Les voyageurs recevront à leur arrivée à l'AIB un document clair et explicatif leur indiquant la démarche à suivre et pourront s'informer en ligne via un site web modernisé. Le temps du versement des multiples « backchich » est lui aussi révolu. Le service est désormais gratuit et fonctionnel 24h/24h et 7j/7. Onze indications routières ont en outre été mises en place sur les grandes artères menant à l'aéroport. Un travail de sensibilisation a enfin été entamé auprès des équipes douanières.

Pour le dédouanement des marchandises, le destinataire pourra obtenir un document de la compagnie d'expédition lui permettant de récupérer ses bagages. Il lui suffira de fournir ce papier ainsi que

Le directeur général des douanes libanaises, Badri Daher durant la conférence de presse annonçant les réformes.

les documents d'identification à l'agent chargé d'approuver le dédouanement.

L'amélioration de ce système, a déclaré Badri Daher, aura pour effet « d'accroître la confiance des citoyens dans l'État libanais, d'améliorer la productivité et de favoriser le retour des expatriés ». Le responsable a ajouté que d'autres mesures visant à réduire les étapes de la procédure à l'aéroport doivent encore être prises.

La rationalisation du processus douanier des cargaisons s'inscrit dans le cadre d'une démarche plus large de l'État visant à faciliter les procédures et à lutter ainsi

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

contre le système de pot-de-vin, une pratique courante au Liban.

Ces deux dernières années, Badri Daher a déclaré que les douanes libanaises avaient simplifié près de 60 procédures, économisant ainsi un temps équivalent à environ 61 jours de travail, soit près de cinq milliards de livres libanaises (3,3 millions de dollars) et quelque 41 millions de documents.

La conférence s'est tenue en présence notamment du député Alain Aoun et du president des organisations économiques, Mohamed Choucair.

Liban - Réglementation douanière

Le Liban applique le système harmonisé pour son régime tarifaire. La loi douanière moderne du Liban simplifie et accélère les procédures douanières, adopte des normes internationales en matière d'évaluation des marchandises, applique des procédures modernes et équitables de règlement des différends, permet la déclaration électronique des marchandises et favorise le développement de zones franches et industrielles. Cette loi a permis de réduire les délais et les formalités administratives nécessaires au dédouanement des produits importés aux aéroports et aux ports, mais il est conseillé aux exportateurs de contacter les agents des douanes locaux pour accélérer le processus de dédouanement. La douane a activement introduit des opérations en ligne pour son système de dédouanement automatisé, permettant ainsi aux négociants et aux courtiers en douane d'entrer et de suivre en ligne les déclarations. Une fois pleinement mis en œuvre, les utilisateurs pourront s'inscrire en ligne, ainsi qu'évaluer et payer les déclarations directement à partir de leurs comptes bancaires. Pour plus d'informations sur les procédures douanières, veuillez consulter le site web des douanes libanaises. *Source du document : Douanes libanaises.*

LEBANON BUSINESS DIRECTORY
Your link between lebanese exporters and worldwide buyers
www.lebanonbusinessdirectory.com

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Introduction to social protection

Private sector actors can play a significant role in the development of social protection for workers and their families worldwide. One of the goals of the International Labour Organization (ILO) is to enhance employers' involvement in social protection through shared knowledge and experience on the role of employer organizations in different countries. In this framework, the ILO hosted "Enhancing employers' involvement in social protection policy debates", a workshop held in Torino (Italy) from 10 to13 December 2018. The Chamber of Beirut & Mount Lebanon represented by its General Manager, Rabih Sabra, was one the main guests of this event. So, what is social protection?

In his presentation, the ILO specialist Kroum Markov highlighted the importance of social protection at the global level.

According to the International Labour Organization (ILO) social security is a human right, but only 45% of the world population is covered by at least one social protection benefit (SDG indicator1.3.1).

55% of the world population is excluded from social protection

Therefore, 4 billion (55% are still unprotected) of the world population is excluded from social protection.

To remedy and improve this rate, the ILO has several objectives to achieve.

Among these objectives, one concerns the fight against poverty through supporting the achievement of Sustainable Development Goals 1.3 (SDG) in its 2030 agenda: «Implement nationally, appropriate social protection systems and measures for all, and by 2030 achieve substantial coverage of the poor and the vulnerable».

Other important goals related to good health and well-being is to support the achievement of SDG (3.8): «Achieve universal health coverage (UHC), including financial risk protection, access to quality essential health care service, (…) essential medicines and vaccines for all».

It is worth noting that the 17 Sustainable Development Goals (SDGs), with their 169 targets, form the core of the 2030 Agenda. They balance the economic, social and ecological dimensions of sustainable development, and place the fight against poverty and sustainable development on the same agenda for the first time.

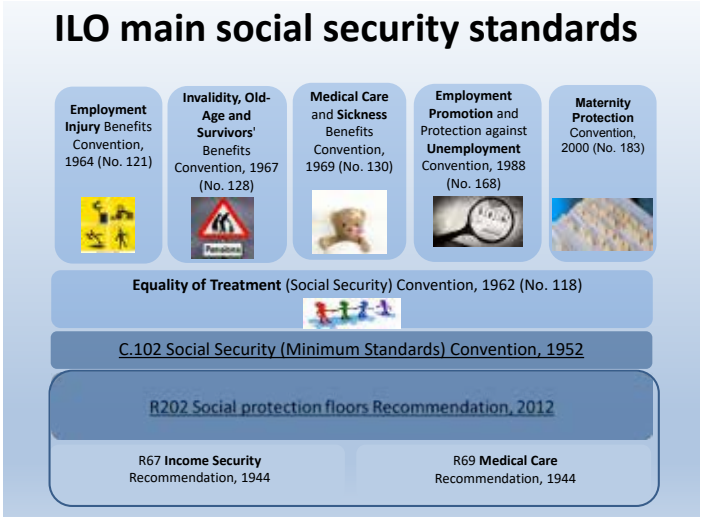
The SDGs are to be achieved around the world, and by all UN member states, by 2030. This means that all states are called upon equally to play their part in finding shared solutions to the world's urgent challenges. Lebanon has been an active participant in the process related to the SDGs by endorsing on September 2015 the 2030 Agenda.

Social protection is a human right

However, first and foremost, social security is a human right that is written in black and white in the 1948 Universal Declaration of Human Rights in Articles 22 and 25.

Article 22 stipulates that: «Everyone, as a member of society, has the right to social security». Another article (Nb.25) also stipulates: «Everyone has the right to a standard of living adequate for his health, well-being and that of his family, especially for food, clothing, housing and medical care, as well as the protection of society".

And in The International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (1966), Article 9 stipulates: "The States Parties to the present Covenant, recognize the right of everyone to social security, including social insurance."

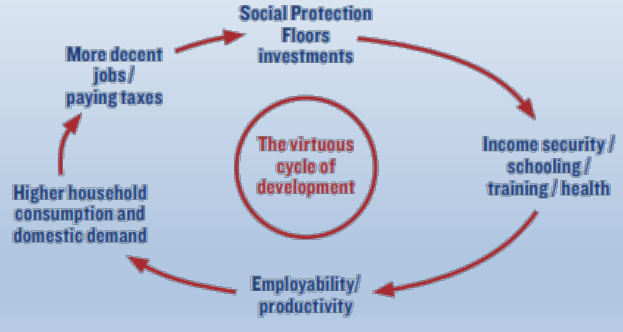


THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان
of Beirut and Mount-Lebanon

More than a right – a necessity!

In a nutshell … SP generates a virtuous circle



So what is social security/protection?

It is essentially a public responsibility to compensate the loss of income; therefore it is an income security. On another hand, this public responsibility provides access to healthcare and basic services, therefore an access to services. "These social transfers are in cash or in kind," explains Markov, ILO Social Protection Specialist.

The social security includes in a life cycle different kinds of protected risks such as Invalidity, disability, ill health, sickness, employment injury, unemployment, family child, maternity, old age and survivorship.

In Summary, what we commonly call a social protection is a social security that every human being should have.

Social protection is also an economic and social necessity. And especially it is a necessity and not a luxury.

Why is it relevant for the ILO and for you?

The Declaration of Philadelphia (1944) also states: "Solemn obligation of the International Labour Organization to further among the nations of the world programmes that will achieve, inter alia, the extension of social security measures to provide a basic income to all in need of such protection and comprehensive medical care."

And the ILO Declaration on Social Justice for a fair Globalization, 2008 says:

"... solemn obligation to further among the nations of the world programmes which will achieve … the extension of social security measures to provide a basic income to all in need…."

Therefore, social protection is an essential pillar of Decent Work for all.

To achieve these goals, the means used is a synergy between standards, development cooperation and a social dialogue.

SOCIAL PROTECTION = SOCIAL SECURITY

SOME KEY FIGURES…

71% of the world population is not adequately covered.

Globally, 56%of the rural population is lacking coverage in health as compared to 22% of the urban population.

Only 35% of children enjoy effective access to social protection.

Only 41% of mothers with newborns receive a maternity cash benefit.

Only 20% of unemployed workers worldwide are covered by unemployment benefits.

Only 28% ofpersons with disabilities have effective access to disability benefits.

Nearly 32% of all people over pensionable age do not receive a pension.

Only 20% of older persons in mostlow-income countries receive a pension.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

CCIA-BML certified exports in the first half of 2018

Lana El Tabch - Executive Economist
Center for Economic Research at the CCIA-BML

During the first six months of 2018, the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon (CCIA-BML) issued certificates of origin to exported merchandise worth $1.74 billion, almost unchanged from the value of exports certified during the first half of the previous year.

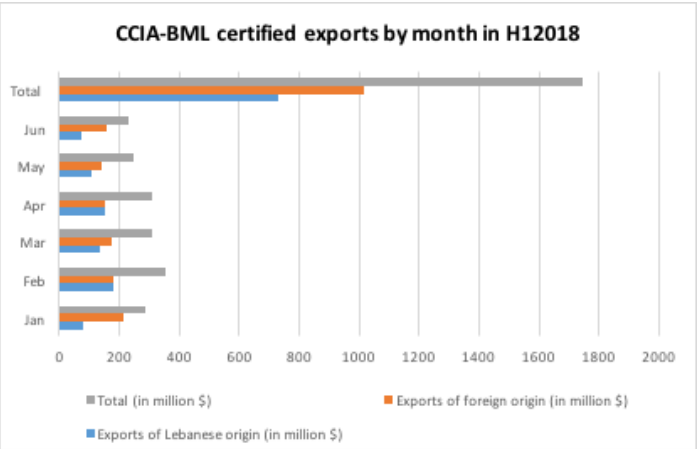
Exports of Lebanese origin formed 41.8 percent of total certified exports and reached $728.5 million in the first half of 2018, a decrease of 5.2 percent from the first six months of 2017.

Exports of foreign origin, which form 58.1 percent of total certified exports, increased by three percent from their last year's value during the same period.

It is worth mentioning that almost half of the total CCIA-BML certified exports are done by local companies whereas the other half is made by offshore companies. This is correlated with the fact that nearly half of the exports are of Lebanese origin while the other half are of foreign origin.

CCIA-BML CERTIFIED EXPORTS BY MONTH IN H12018

Month	Exports of Lebanese origin *(in million $)*	Exports of foreign origin *(in million $)*	Total *(in million $)*
Jan	77.7	211	288.7
Feb	178.4	178	356.4
Mar	135.1	174.9	310
Apr	154.5	152.6	307.1
May	107.8	139.6	247.4
Jun	75	157.3	232.3
Total	**728.5**	**1,013**	**1,742**
Share of total certified exports	**41.80%**	**58.15%**	



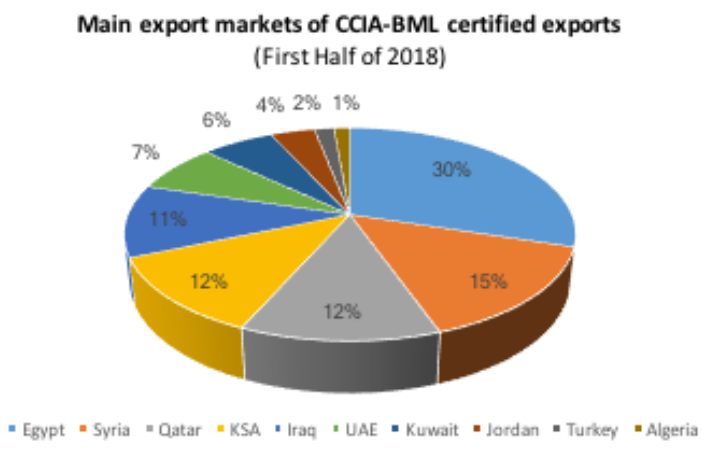
Top export markets of CCIA-BML certified exports

Lebanese exports, according to the CCIA-BML exports data, went primarily to ten main markets of Arab countries in the first half of 2018.

Egypt sustains its first place on the list of Lebanon's main exports markets, according to the CCIA-BML exports data, total exports to Egypt amounted to nearly $461 million in the first six months of 2018 and accounted for 30 percent of total certified exports.

After being the fifth largest export market of Lebanese merchandise last year, Syria ranked the second largest export market in H12018 and has imported $228 million worth of Lebanese products forming 15 percent of total certified exports. Together, Egypt and Syria import nearly half of the Lebanese merchandise.

	Top 10 export markets in H12018			Top 10 export markets in H12017	
	Country	**Exports** (in thousands $)		**Country**	**Exports** *(in thousand $)*
1	Egypt	461,038	1	Egypt	410,816
2	Syria	228,062	2	Iraq	326,864
3	Qatar	186,366	3	KSA	208,136
4	KSA	185,005	4	Qatar	178,438
5	Iraq	169,966	5	Syria	161,047
6	UAE	114,733	6	UAE	126,465
7	Kuwait	95,151	7	Kuwait	96,975
8	Jordan	58,568	8	Jordan	59,767
9	Turkey	25,984	9	Algeria	18,756
10	Algeria	21,084	10	Libya	15,280
Total		**1,545,957**	**Total**		**1,602,544**



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

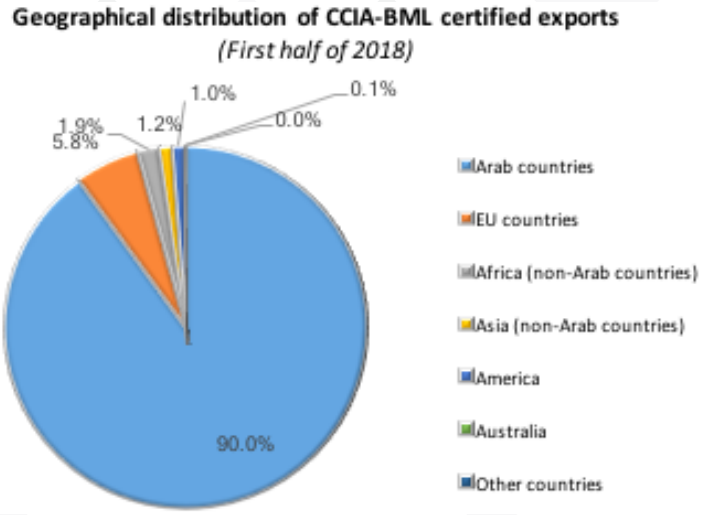
Evolution of Lebanon's main export markets over the past three years based on CCIA-BML certified exports

Over the past four years, exports to Egypt increased tremendously; they were multiplied by a factor of 8 to reach $837 million by end of 2017 and $461 million in the first six months of 2018, according to data tallied by the CCIA-BML based on certified exports.

This increase in due to the surge in the Lebanese exports of base metals and products thereof to Egypt. These products formed 90 percent of Lebanese exports to Egypt in 2016 and 88.4 percent in 2017. Lebanon exported to Egypt $740 million worth of base metals and products thereof in 2017 and $403 million in the first six months of 2018, as compared to only $1.9 million in 2014.

Lebanese exports to Jordan were almost cut by half. After being the fourth most important export market to Lebanon in 2014, its rank dropped to the eighth top export market in 2017 and in the first half of 2018. Exports to Jordan decreased by 52 percent between 2014 and 2017 and by 43 percent between 2016 and 2017 to reach $113 million in 2017 and $58.6 million during the first six months of 2018.

Exports to the UAE almost doubled between 2014 and 2017 and totaled $293 million in 2017 and $114.7 million during the first half of 2018.



Geographical distribution of CCIA-BML certified exports

Over 90 percent of exports certified by the CCIA-BML went to Arab countries in the first six-months of 2018, up from 76 percent in 2012; followed by EU countries and African non-Arab countries which imported 5.8 percent and 1.9 percent, respectively. CCIA-BML certified exports to Arab countries amounted to $1,568 million in the first half of 2018.

This geographical distribution of imports has been sustained over the past decade due to the nature of Lebanese products that cater better to the demand of Arab markets, and to the lack of compliance of Lebanese products to international norms and specifications which hinders their access to more demanding markets such as the EU countries and the US.

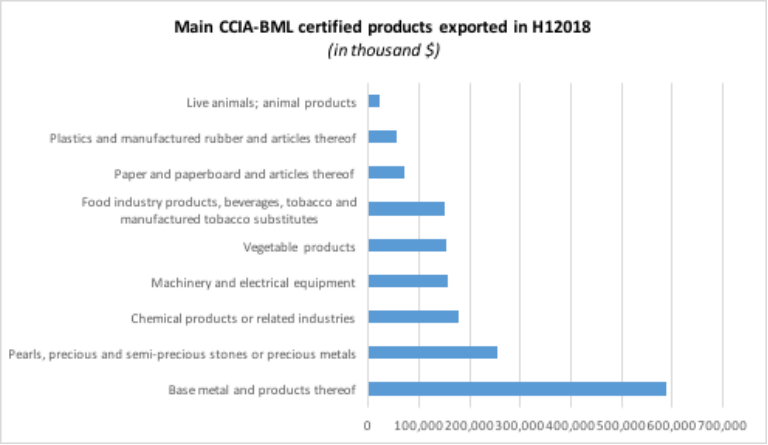
Main Lebanese products exported based on CCIA-BML certified exports

Base metals and products thereof rank first in the list of main Lebanese products exported according to the certificates issued by the CCIA-BML. Lebanon exported $589 million worth of base metals in the first six months of 2018, a 50 percent drop from their value during the first half of 2017. This category forms 34 percent of total Lebanese certified exports. Base metals are mainly exported to Egypt ($403 million); Iraq ($110 million) and KSA ($16 million).

The second most important Lebanese product exported, based on CCIA-BML certified exports data, is pearls, precious and semi-precious stones or precious metals which constitutes 13 percent of total certified exports and stood at $255 million in H12018. The largest export markets for this category are: Qatar; Kuwait and UAE which import $109 million, $55 million and $50 million, respectively.

The third largest category of Lebanese exports, as per data certified by the CCIA-BML, is the chemical products or related industries; which forms ten percent of total Lebanese certified exports. Lebanon has exported nearly $178 million of Chemical products or related industries in the first six months of 2018.The leading export markets for this category are: KSA; Syria and Iraq. Chemical products exported to these countries totaled $25 million; $18 million and $17 million, respectively.

Machinery and electrical equipment is the fourth largest category of Lebanese exports according to the CCIA-BML certified exports; its share of total certified exports is nine percent and its value has reached almost $158 million by end of June 2018. Export markets of this category are: Iraq ($24 million); KSA ($20 million) and Syria ($19 million).



For the full report, kindly visit the CCIA-BML website or click on the following link:

https://www.ccib.org.lb/uploads/CCIA-BML%20exports%20report-First%20half%20of%202018_1.pdf

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

"Al-Hikmeh" University signs a Memorandum of Understanding with the Chamber of Tripoli and North Lebanon

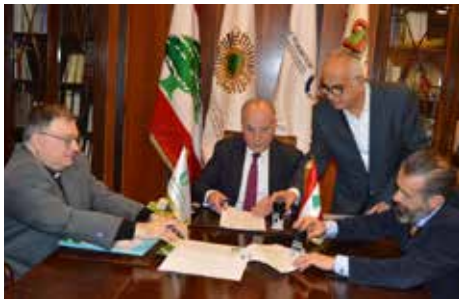
Dabboussi: Keeping up with science to address impediments to development

On January 20 , the Chamber hosted the signing of the MOU between Toufic Dabboussi representing the Chamber, and Father Khalil Chalfoun president of Al-Hikmeh University/Faculty of Health with the participation of Father Dominique Labaki, vice president of the University, Dr. Ramez Chaheen, dean of the Faculty of Health, and in presence of Dr. Rony Abou Jawdeh, president of "Lebanese Development Association", Dr. Jacques Saadeh, vice president of the "Lebanese Development Association", Mr. Hatem Hatem, chairman of "Koudourat Association", and Ms. Linda Sultan, General Director of the Chamber.

Dabboussi praised the valuable role played by Al-Hikmeh University with regard to human development. He stressed the importance of strengthening ties between private sector institutions and the universities in order to keep up with science to address all impediments to development, progress and prosperity.

He explained the Chamber's vision towards the promotion of Lebanon from the Greater Tripoli and its strategic initiative that aims at adopting 'Tripoli, the economic capital of Lebanon' officially by the Lebanese government.

He highlighted the strengths of the Greater Tripoli due to its distinctive and attractive geographic location and its vital public facilities as well as the major strategic investment projects, such as the expansion of the port of Tripoli to become a destination for international trade and investment with its multi-functional projects, and the preparation of a specialized study aimed at highlighting the role of Klayaat Airport internationally. "We look forward to the expansion of the port and the airport areas to (10,452) ten thousand four hundred and fifty-two square meter each symbolizing Lebanon's total area,» Dabboussi stated, adding that these major investment projects have received international attention, namely from the ambassadors of China and the United States of America accredited to Lebanon.



He also briefed his guests on other internal projects hosted by the Chamber, especially projects that have been recently launched by the Chamber such as the "Sustainable Development Building" and the "Knowledge Economy Center".

«What we are looking forward to achieve is to ensure an attractive investment environment to reach the highest investment levels so as to promote rural development, reduce displacement of rural population towards cities and provide opportunities for all social strata," Dabboussi concluded.

On his part, **Father Chalfoun** referred to Tripoli's scientific and commercial role that is rooted in history due to its important port that has long been characterized by its extensive commercial activity, citing in this context the need of ancient civilizations, especially Egyptian Pharaonic, to Bcharri cedars.

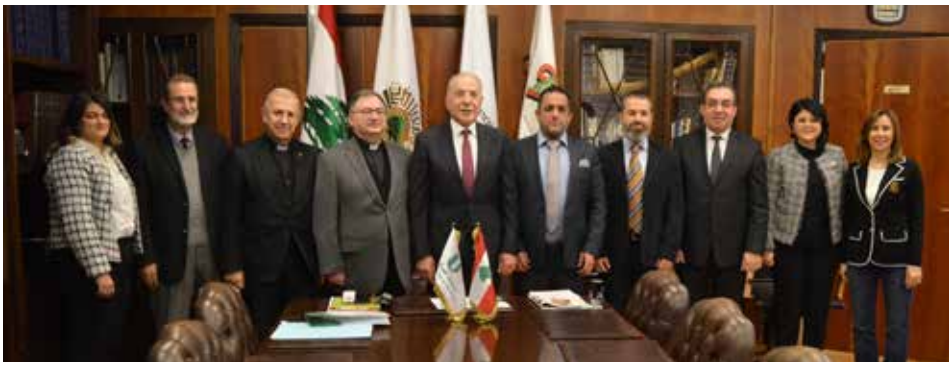
Father Khalil Chalfoun and Toufic Dabboussi.

Addressing chairman Dabboussi he said: "We see in your ideas, initiatives, and projects, Tripoli's active and effective cultural face, and we want to work together to build a multitude of cultures, not only one culture," adding " Free trade is the link between us".

Chalfoun expressed his optimism about a bright future between the Tripoli and North Lebanon Chamber and Al-Hikmeh University " because cooperation will be integrated between the Chamber's orientations and activities and the various specialties that we are teaching, especially in the areas of sustainable development and the relationship between business schools and chambers of commerce," he said, adding "we do not intend to compete with anyone, rather we want to

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان



integrate, build and serve. Also, we do not plan to set up another branch of our university. We want to establish a point of contact for science, especially in the fields of health and nursing».

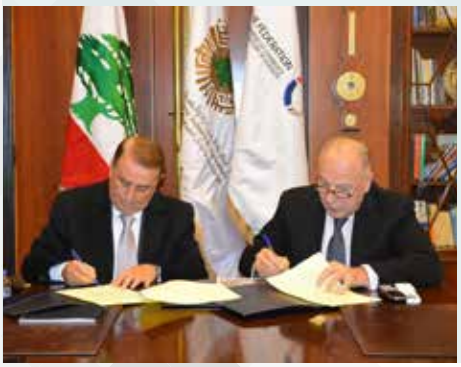
The signing of the MOU between the two parties was followed by a field tour of the delegation to the various projects of the Chamber, including the Business Incubator (Biat) and the "Quality Control Laboratories", the "Industrial Development and Research Alimentary Center- IDRAC", as well as specialized centers such as the "olive oil tasting center", the "honey collection center", and the "fruits and vegetables drying center".

A specialized study to highlight the role of Klayaat Airport internationally

An agreement was signed on January 14 between the Tripoli and North Lebanon Chamber and the company 'Aviation Minds' to rehabilitate and develop the airport of President René Moawad (Klayaat Airport) .

Toufic Daboussi, chairman of the Chamber commended Dr. Shawk , owner of Aviation Minds, for his cooperation in activating the airport of President René Moawad by providing his scientific competencies and expertise in the field of civil aviation to determine the future usage of this economic facility.

On his part, Shawk considered that the signing of the cooperation agreement with the Chamber of Tripoli and the North Lebanon is a good start and a step forward in line with the aspirations and needs of the international economic community towards the actual interests in Lebanon's economic facilities in Greater Tripoli. "We have a common view with chairman Dabbousi to the role of this facility at the Lebanese, Arab, and international levels in terms of commitment to the applications of sustainable development," Shawk said.



Aviation Minds shall provide its advanced technical expertise and the necessary studies to make Rene Moawad Airport part of the multimodal transport network

Dr. Shawk and Toufic Dabboussi.

that meets the ambitions of the strategy of the initiative "Tripoli, the economic capital of Lebanon», Shawk stated, stressing the importance of this step in creating promising employment opportunities for the population of the North.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان
of Beirut and Mount-Lebanon

2nd Arab Turkish Economic Forum in Tripoli to enhance joint investments and trade exchange

The Arab Turkish economic partnership was discussed in the Second Arab Turkish Economic Forum that took place on January 22 2018 at the Chamber of Tripoli and North Lebanon headquarters under the auspices of the chairman of the Chamber, Toufic Dabboussi, and in cooperation with the Turkish-Arab Countries Business Association (TURAP). H.E Ambassador of Turkey to Lebanon, Hakan Cakil, attended the conference along with the Governor of Mersin, Ali Ihsan, Head of the Turkish-Arab Countries Business Association, Jinan Sonai, and a large number of businessmen and social figures from Lebanon and Turkey.

Toufic Dabboussi stressed in his welcoming note that the Tripoli and North Lebanon Chamber is looking forward to increasing mutual investments between the two countries. He pinpointed the strengths of Lebanon through Greater Tripoli which is one of the richest areas in Lebanon, and called upon Turkey to consider investing in major projects in the northern region including the expansion of the port of Tripoli, the Klayaat airport and the special economic zone that should accommodate a large area of millions of square meters.

He also noted the need to increase trade exchange between the two sides through launching joint investments: "We want to build an exemplary partnership between Lebanon and Turkey similar to the existing partnerships between Turkey and Germany where German industries were present in the Turkish industrial sector," said Dabboussi,

Jinan Sonai, head of the Turkish Arab Countries Businessmen Association (TURAP) expressed its satisfaction to see that such an event took place in spite of the economic crises in a number of Arab countries. She conveyed the desire of TURAP Association to sign a partnership and cooperation agreement with the Chamber of Tripoli and North Lebanon.

Imad Issa, a representative of TURAP Association tackled the historic relations between Turkey and Tripoli as evidenced by historical facts and architecture, in addition to trade relations illustrated by the stores and commercial agencies. He called for establishing viable partnerships "because we want to build effective partnerships", and proposed the formation of a committee to consolidate economic relations between Turkey and Arab countries through the Chamber of Tripoli and North Lebanon.

Governor Ali Ihsan wished to strengthen economic relations between Lebanon and Turkey, especially since Mersin has economic and agricultural characteristics similar to that of Lebanon. "Mersin's economic characteristics make it the Pearl of the Middle East," he said. He confirmed his willingness to establish partnerships in all economic, cultural and tourism fields and expressed his particular interest in investing in Tripoli.

Toufic Dabboussi.

Hakan Cakil.

Turkish Ambassador **Hakan Cakil** expressed his country's interest in investing in Lebanon: "My first priority will be to boost ties between Tripoli and the different Turkish cities," he said. He praised the initiative of chairman Dabboussi "Tripoli, the economic capital of Lebanon" announcing his country's willingness to participate in the major investment projects launched by the Chamber saying "Tripoli is strategically positioned, and we seek to ensure the success of our relations with Tripoli through its Chamber".

Confident that the future will be promising in terms of prosperity of the Turkish-Lebanese economic and investment relations, Cakil hoped that this forum will be an opportunity for the success of the two parties so as "to make the relations between our two countries unique".

Trade exchange figures:

Lebanon's imports from Turkey reached 777 million U.S. dollars in 2017, including iron products, aluminum, food and beverages as well as clothes, while Lebanon's exports to Turkey hit 120 million dollars in 2017 and 72 million dollars in the first six months of 2018.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Youth unemployment reduction program implemented by SouthBIC and the CCIAS

CCIAS and SouthBIC are active partners in the Generation of Innovation Leaders program- GIL that aims to empower marginalized youth for increasing their employability and income-generation capacities. Initiated by UNICEF, GIL program features youth unemployment reduction in the projected areas by providing education opportunities outside the regular educational system for young boys and girls aged between 15 and 25 years old, targeting at least 2000 young boys and girls per year. Coaching and mentorship sessions are conducted in parallel with the aim of helping innovative youth to develop a business and costing plan for their projects.

Over a period of 10 months, the program targeted 450 young aged between 16 and 24 years old from Saida City and Zahrani area. They completed classes on entrepreneurship and digital training. This opportunity allowed participants to learn key skills needed to enter the world of innovative thinking and technology outside the mainstream educational system. Many of the right-holders who attended these classes were assisted in starting their own businesses.

Their stories express best the success of the program:

Cheap and Chic, a furniture upcycling concept brought to life through UNICEF Lebanon's GIL Program

Tala , 26 years old, Lebanese , Saida

She joined GIL program and presented a furniture upcycling concept through which she upcycled old furniture into fun and affordable pieces. Having gone through training and incubation , Tala launched her small enterprise, and has currently placed her work at Handies Heartmade Art in Saida. Tala is looking at increasing her sales by working on similar deals with other furniture shops.

Pro –Soccer, a football academy for kids

Mahdi, 23 years old, Lebanese, Saida

Mahdi, a professional football player wanted to share his passion for sports with kids and engage them in meaningful activities. With the support of the GIL program, he has launched his academy and enrolled up to 90 students. Following the successful launch of the academy, Mahdi is now preparing for the new round of training. He also plans to send his talented players to train with professional premiere league European players.

H2O, a football academy for girls

Hind, 19 years old, Palestinian, lives in Saida

Hind wants to start a football academy for girls, which offers sports and football sessions, giving them the chance to play football and challenging the common perception that football is a boy's sport. Her project was incubated through UNICEF Lebanon's GIL program, Entrepreneurship program.

The Generation of Innovation Leaders Program - GIL is implemented by UNICEF and its local partners in different Lebanese areas , and funded by the German and the Netherlands Governments.

GIL Partners in South Lebanon: South BIC, CCIAS, NAWAYA, DOT

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Renewable Energy workshop at Saida and South Lebanon Chamber

In cooperation with Netherlands Embassy, the Chamber organized on December 19 2018 a seminar on renewable energy for industries and agricultural businesses in south Lebanon.

The seminar was attended by the chairman of the Chamber Mohamad Saleh, the representative of the Netherlands Embassy Marwan Nasr, the Chamber's board members and around 20 representatives of solar PV systems suppliers, and other industries.

Prior to the seminar, Renewable Energy Expert Raoul Hendrikx, visited a number of establishments in south Lebanon to investigate their needs and review their installed RE systems for creating an opportunity to share their experience with the participants at the seminar and support organizations in decision making and planning new renewable energy systems.

In his presentation, expert Raoul Hendrikx provided advanced knowledge on the PV systems and tackled the main issues that stand in the way of the swift growth of solar energy system in Lebanon.He also presented a case study of applying PV systems for small, medium and large sized businesses as they are the only viable way, notwithstanding the low availability of the public grid and the lack of net metering for a large group of the businesses. According to the study, the main driver for investments in PV systems are the abundance of sun in Lebanon that is twice as high as in The Netherlands, the availability of rather cheap finance through the banks for 100% of the investment and the net metering for small users.

Discussions between the expert and participants revolved on the challenges faced by the solar energy market in general, and other technical issues such as storage, financing, and job creation in specific.

In an intervention at the end of the seminar, chairman Saleh declared that when dealing with solar energy in Lebanon, professionals have to take into account the specificities of the local market, and more particularly, the common reliance on private diesel-based generators. He also referred to the role of the chambers as a key player in promoting public awareness about renewable energies as well as for providing the private sector with compelling models of their use.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان
of Beirut and Mount-Lebanon

Winter pruning for table grapes farmers in Zahle & Bekaa region

As a follow up to the table grapes study tour to Bari-Italy organized by the Chamber of Zahle and Bekaa in September 2018, Agrimeca, a fruits and grapes consulting company in Italy, carried out a technical support for Lebanese table grapes farmers in order to assist technically table grapes farmers during different stages of the growing season and improve the table grapes industry.

Two international experts from Agrimeca, Eng. Antonio Melillo and Dr. Concetta Gentile, performed the first technical assistance mission from 13 to 15 December 2018.

Training and field visits covered different areas (Kab Elias, Ammik, Aana, Kfarmchki, Ferzol, Niha, Ablah, Rayak, Terbol).

One hundred and four participants attended the technical workshops and learned different techniques regarding winter pruning of table grapes trees and other agronomic practices.

This project is funded by European Union in Lebanon and implemented by Expertise France

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Planet Pillar

ECONEWS Continues publishing serial articles to shed lights on Lebanon's progress towards the seventeen SDGs by the pillars of UN Agenda 2030 and based on the Voluntary National Review (VNR) 2018.

Lebanon has shown commitment to international environmental conventions and set out its agendas for natural resource management and protection. While numerous pieces of legislation have been ratified over the years, applying these laws and regulations remains a challenge. Environmental goals are often overlooked, or not prioritized, due to the overwhelming political, economic, social and security challenges facing the country such as the impact of the Syria crisis. Although progress has been made towards some SDG targets, progress towards others has fallen short as natural resource management and climate change are standalone pillars in Lebanon's overall economic development agenda, despite efforts to counter the challenges through initiatives by the public and private sectors, civil society and international organizations.

Below is the progress status of SDG 6 Clean Water and Sanitation:

Lebanon has sufficient natural water resources but faces complex challenges due to uncontrolled consumption and increased pollution. The sudden increase in population due to the influx of approximately 1.5 million displaced Syrians has put further strain on the system.

The Lebanese government is working on protecting and upgrading water resources, and on the completion, expansion and rehabilitation of the water and wastewater networks.

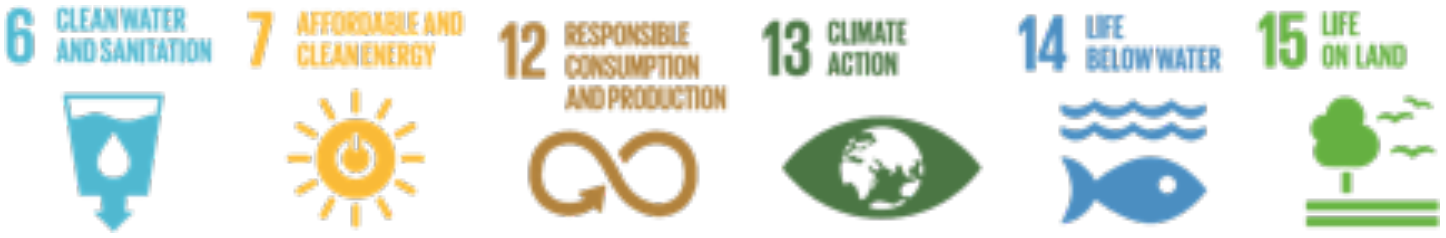
The national water distribution network provides almost full coverage of Lebanon and half of it was rehabilitated by 2017.

Table : Key SDG 6 indicators

Indicator	Explanation	Result
Improved water sources	Improved water sources are those that have the potential to deliver safe water by nature of their design and construction.	99% (2015)
Piped improved sources		83% (2015)
Proportion of population using safely managed drinking water services	Drinking water from an improved water source is located on premises, available when needed, and free from faecal and priority chemical contamination.	37% (2016)
Proportion of population using safely managed sanitation services	Use of improved facilities that are not shared with other households and where excreta are safely disposed of in situ or transported and treated offsite.	20% (2015)

The government is doing work to protect and upgrade water resources, and to complete, expand and rehabilitate the water and wastewater networks.

Despite this only 37 percent of the population have access to safe drinking water. This is part due to deficiencies in water supply and contamination



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

across the transmission networks, but also because of pollution at the source and unsustainable water extraction practices and uses. Untreated municipal wastewater, and some industrial and agricultural waste, is often discharged into valleys, rivers and the sea.

Given that the water supply is not continuous, especially during the summer, households rely on private water suppliers (water trucking) or artesian wells. The wells are often established illegally to meet household water needs. For drinking, medium- and high-income households resort to purchasing bottled water, while low-income households use unsafe sources, which can lead to health problems that affect children and other vulnerable groups.

n response to these challenges, Cabinet approved treatment as of October 2016 the National Water Sector Strategy in 2012.

This law still need to be passed before it can be applied this aims to 'ensure water supply, irrigation and Sanitation services throughout Lebanon on a continuous basis and at optimal service levels, with a commitment to environmental, economic and social sustainability.' It calls for increased coverage of wastewater collection networks and treatment capacities; resolved transmission and distribution problems; infrastructure for surface water storage and recharging groundwater. On the demand side, the strategy includes installing metering and volumetric charging. In April 2018, the Water Code was passed by the Lebanese Parliament. This legislation applies international agreements on water, promotes integrated water resource management and provides for delegated management to the private sector. The decrees and decisions pertaining.

The wastewater network does not fully cover the country and there are regional differences. While coverage is around 80 percent in Beirut, it is less than 50 percent in the Bekaa. Nationwide, access to safe sanitation services is no more than 20 percent. This is due to the institutional and financial challenges facing the operation and maintenance of the existing wastewater networks and treatment plants, which have been exacerbated by the impact of displaced Syrians. This has increased the demand for water by eight to twelve percent and increased the national wastewater generation rate by of eight to fourteen percent.

The Government of Lebanon has tried to address this issue by completing the wastewater networks and treatment plants planned in the NWSS. Lebanon, as part of its climate change Paris Agreement commitments, has set municipal wastewater treatment targets of 51 percent (unconditional) and 70 (conditional) of municipal wastewater treatment by 2030. The Capital Investment Plan, presented to the international community during the CEDRE conference in April 2018, includes completing ongoing projects, expanding existing plans and upgrading them for secondary treatment, rehabilitating collection networks in selected areas, and completing small-scale works at the municipal level. This plan also aims to provide additional surface water sources consistent with the NWSS's projects. OMSAR funds water purification projects for Al-Assi and the protection of marine life from pollution.

The CNRS-L, through the National Center for Remote Sensing, has been implementing several national and international projects (funded by the GEF, WB, EU, Italian Cooperation and others) to integrate water resource management and protect and restore water-related ecosystems. It has evaluated the pollution of water resources in the country and has been monitoring the pollution in the Litani basin and the Qaaroun reservoirs every month for the last seven years using satellite imagery and in situ measurements. In 2018, the CNRS-L established a SDG6 consortium, of 19 stakeholders representing 14 institutes, and released a report called 'Developing Institutional Capacity for Integrated Approach in SDG6 Monitoring in Lebanon'.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

Presentation of the results for the labor market analysis in the digital / fashion and jewelry sectors

Beirut, Thursday, January 24, 2019- Within the framework of the European Union-funded «Technical Assistance to Support the Promotion of Social Dialogue in Lebanon» project, the Ministry of Labor, in collaboration with its social partners, organized a session to present the results of the labor market analysis in the digital / fashion and jewelry sectors at Hotel Riviera-Beirut, in the presence of Mr. George Ida, Director General of the Ministry of Labor, Mr. Jean Abi Fadel, Director General of the National Employment Office, representatives of the Ministry of Labor, the National Employment Office, the General Confederation of Lebanese Workers, and representatives of the tripartite social partners.

Joumana Brihi, project expert, presented the results that support the Ministry of Labor and the National Employment Office in establishing close links within the above-mentioned sectors to enable companies to track and employ skilled labor, and to facilitate opportunities for job seekers.

The Digital Sector

Sector Overview and Background

The study revealed that the digital sector in Lebanon offers a myriad of opportunities for the Lebanese economy. The potential for development in this field is enormous partly because digital products and services can grow beyond Lebanon to scale in international markets, and more importantly because digital is the future of everything. Moreover, growth in this field can overcome the economic slowdown that is currently being experienced in Lebanon because of its cross-cutting nature. Digital applications exist throughout almost all sectors of the economy, and 'digital skills' are therefore transferrable across sectors and highly valuable to both employees and employers.

According to the UK Tech hub, if well-regulated and incentivized, growth in the digital sector has the potential to create many jobs, increasing the current number of employees working in the sector by 15%, and adding a 5% expansion in the overall economy. This growth could increase Lebanon's GDP by $7 billion in 2025 and create 25,000 new jobs by then.

Summary findings of a labor market analysis about the digital sector

Surveys were conducted with 149 businesses in the digital sector - of which 37 were Micro enterprises, 69 were Small enterprises, and 43 were Medium and Large enterprises.

Moreover, six focus groups were carried out with employees and potential employees in the sector, including three groups with women and three groups with men.

The results came as follows:

- Micro and small businesses had a higher percentage of skilled employees than large businesses. Large businesses working in Information Technology needed more manual laborers for installation, maintenance, and reparation of systems. In this sector, the leading type of recruitment is Word of mouth and Social Media seems to resonate well

with young graduates searching for a job.

- The number of male employees in the digital sector by far surpasses that of women employees. Moreover, this sector is supposed to be youth-oriented, as much as 23% of businesses did not employ any youth member in their company.
- Many companies are outsourcing some tasks to foreigners living abroad. As all work is digitalized in this sector, outsourcing is a much more affordable solution in many instances. Countries like India and Pakistan are known for being a major destination to outsource digital development and coding work.
- Skills such as Software Development, IT Tech Support, and Web Development are highly needed by employers and require little previous experience. On the other hand, General life skills, such as Time Management, Teamwork Abilities, Communication, and Presentation skills, were identified as some of the widely missing skills that need to be developed.
- With regards to job-specific technical skills, employers stated two types of skills which are lacking:
- The first type is related to software development i.e. coding languages, operating systems, E-Learning software, etc.
- The second type is related to Information Technology and CCE, namely installation of fibre optics, software installation, working on new machines etc. The same pattern of answers can be found throughout the Key Informant Interviews conducted.

Companies that participated in the survey show that between 2017 and 2018 they suffered a 59% decline in sales for small institutions, 48% for small companies and 33% for medium and large sized companies, but 16% of small institutions, 32% of small companies and 37% of medium and large companies saw growth in sales performance.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

The Fashion and Jewelry Sector

Sector Overview and Performance

The Lebanese jewelry market is a big and competitive market estimated at a size of $600 million. It is divided into 3 subsectors: low-end, medium and high-end products. Companies within the industry do not share information or expertise openly, as a high level of secrecy controls the jewelry field. It has been perceived that the main reason of the opacity in the field is to avoid tax payments.

Jewelry, particularly pearls, precious stones and metals are considered among the main exported commodities in Lebanon. In 2015, exports were pegged at $407.26 Million with a 15% share of the total Lebanese exports. Lebanese law does not impose taxes on the exported products; however the exported item is taxable by the destination country. The sector is not however immune to the current economic downturn, nor is the fashion sector.

Lebanon's fashion retailing has long served the Arab tourism market which has been on a slippery slope since 2011. According to Blominvest, during the boom period of 2009-2012, Lebanon's apparel market size grew by an average annual rate of 3.9%, indicating a promising retail sector. However, the current political stalemate and instability coupled with spillover effects from the Syrian crisis have weighed heavily on the tourism sector as well as on spending by Lebanese citizens. This has affected the growth of Lebanon's apparel market. The market has been contracting every year since 2013 by at least 4% to 5%, reaching closer to 20% decline in 2017.

Summary findings of a labor market analysis about the fashion and the jewelry sector

Surveys were conducted with a total of 35 jewelry businesses, and 106 Fashion businesses – 36 Micro businesses, 42 Small businesses, and 28 Medium and Large businesses.

Moreover, six focus groups were carried out with employees and potential employees in the sector, including three groups with women and three groups with youths.

The results came as follows:

- The most in-demand position in the jewelry sector is the goldsmith and in the fashion sector, the tailor. Other required positions in fashion and jewelry are jewelry repair technicians, jewelry designers, knitting technicians, sewing machine operators, creative pattern cutters, and fashion designers. That said; there are very few to no job openings in these two sectors. And even for companies that do have openings, there were one or two jobs at most
- When asked about skills gaps, some companies mentioned soft skills such as the lack of leadership, capacity to work independently, discipline, and creative thinking. For technical skills, the major issue was the need for a closer attention to details. Employers are struggling to find talented and meticulous individuals who can guarantee a high-quality product. Other missing skills include casting gold, moulage fashion techniques, beading, knitting, tailoring, final retouching, technical speed and machine operating
- In fashion, 37% of businesses said that they did not employ any women, and in jewelry, less than 7% of employees are females. The number of youths working in fashion and jewelry is also limited
- When it comes to hiring foreigners, although most business owners indicated that they preferred to recruit Lebanese talent, discussions during focus groups suggest otherwise
- Most businesses provide in-house training to their employees as they lacked the resources to outsource training or contract an external consultant
- One key informant also stated that the most talented graduates and artisans are leaving the country, and seeking better opportunities abroad thus leaving the employment market undersupplied and generally of a lower quality
- In the fashion sector, recruitment problems also included the lack of required skills, but also a general lack of applicants, lack of experience, and lack of skills, which means that the mismatch between labor supply and demand is staggering and that interest in this sector is receding. The lack of growth and future prospects coupled with low salaries has discouraged job seekers from considering employment in the sector
- Similar concerns existed for the fashion sector, although young job seekers in this sector had more options in terms of education and training notably thanks to the renowned fashion design school ESMOD, more trainings and opportunities for internships which they were able to find in the market

Most respondents to the survey expect a very slight growth compared to previous years. Fashion businesses were less optimistic than jewelers, most likely because jewelry is considered as a luxury product that addresses a higher income group of consumers who are less vulnerable to poor economic conditions. The weak economic situation is compounded by an increase in rent costs, labor costs and shortages in financial investments all of which were among the challenges mentioned by businesses. Other challenges included the absence of government's support and unfavorable export laws.

About the project

This project is part of the broader European Union program "Promotion of Social Justice".

The European Union supports social dialogue in Lebanon and believes it will create a mutual trust among the tripartite social partners and civil society to actively engage, inform and advocate for socio-economic change.

#EU4SocialJustice | www.socialjusticelebanon.eu

Facebook/Twitter: @socialjusticelb

For further information, please contact:

For technical information on the programme:

Gerhard Rettenbacher | +961 70 806 734 | gerhard.rettenbacher@gopa.de

For media inquiries:

Joumana Rizk | +961 (0)1 497 494 | joumana@mirrosme.com

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lebanon in Figures

Key economic indicators computed by the Center of Economic Research on December 2018:

• **GDP:** The economic real growth rate achieved 0.6 % in 2018, according to CAS estimates. GDP at current prices was estimated at USD 53.71 billion, compared with a growth rate of 0.6% and total output of USD 53.39 billion in 2017.

• **Consumer Price Index:** Based on the Central Administration of Statistics, CPI have **increased** by 4.96 % in November2018 from the end of 2017; while the figure computed by the "Consulting and Research Institute" for the same period was 4.14 %.

• **Balance of Payments:** Till November 2018, the **deficit** of the balance of payments reached USD 4.08 billion compared to a **deficit** of USD 1.01 billion till November 2017.

• **Trade Balance:** The trade **deficit** amounted to USD 14.41 billion till October 2018, compared to USD 13.86 billion till October 2017. **Exports increased** by 4.24%, while **imports increased** by 4.0%. This led to 3.97 % of **increase** of the trade balance deficit.

• **Public Finance:** In September 2018, public expenditures **increased** by 26.5 % compared to September 2017, while revenues **increased** by 3.2%. Hence, the budget deficit **increased** by 123.9 %.

Primary deficit reached USD 0.59 billion till September 2018, from a surplus that reached USD 1.63 billion till September 2017. This was caused by the **decrease** of total public revenues by 3.2%, while the debt's service rose by 8.3 % in addition to the **increase** of total public expenditures by 26.5 %.

Total Primary Deficit/Surplus = Total Budget Revenues – (Total Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)

-0.59 $ billion = 8.67 $ billion – (13.17 $ billion – 3.79 $ billion – 0.13 $ billion)

• **Public Debt:** Public debt **increased** 7.21 % over one year, from USD 78.14 billion till September 2017, to USD 83.77 billion till September 2018

in billion US$

Ref.	Indicator	2014	2015	2016	2017		2018*
10	Growth (% Real Change)	1.90%	0.40%	1.60%	0.60%		0.60%
12	GDP (in current prices)	48.30	49.97	51.24	53.39		53.71
	Beirut Reference Rate	Jan.2014	Jan.2015	Jan.2016	Jan.2017	Jan.2018	Jan.2019
	On LBP	8.57%	8.71%	8.80%	8.63%	10.70%	11.90%
	On USD	5.92%	6.12%	6.23%	6.54%	6.93%	8.58%
		2014	2015	2016	2017	Nov.2017	Nov.2018
20.1	CPI - CAS	-0.71%	-3.40%	3.14%	5.01%	4.14%	4.96%
20.2	CPI - CRI	-1.66%	1.37%	-0.50%	2.36%	2.30%	4.14%
21	M1	5.50	6.00	6.73	7.07	6.76	7.45
22	M2	48.67	52.15	54.66	52.46	52.02	51.53
23	M3	117.64	123.62	132.75	138.34	137.24	140.27
24	M4	124.55	130.92	139.91	145.46	144.60	147.88
26	Banks Assets	175.64	186.00	204.24	219.78	216.14	246.43
27	Banks Deposits - Private Sector	147.63	151.53	162.44	168.61	166.44	172.02
28	Banks Loans - Private Sector	45.36	48.04	51.02	54.16	52.82	51.91
30	Balance of Payment	-1.41	-3.35	1.24	-0.16	-1.01	-4.08
		2014	2015	2016	2017	Jun.2017	Jun.2018
31	Current Account	-11.67	-8.12	-9.86	-12.4	-5.88	-6.1
		2014	2015	2016	2017	Oct.2017	Oct.2018
32	Balance of Trade	-17.18	-15.12	-15.73	-16.74	-13.86	-14.41
33	Imports	20.49	18.07	18.71	19.58	16.22	16.87
34	Exports	3.31	2.95	2.98	2.84	2.36	2.46
		2014	2015	2016*	2017*		2018*
40	Unemployment Rate (Est.)	-	-	20%	20%	-	20%
41	Work Force (Est.)	-	-	47.60%	47.60%	-	47.60%
42	Population (Est.)	-	-	4.28 Mn	4.33 Mn	-	4.38 Mn
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	-	-	2.88 Mn	2.92 Mn	-	2.95 Mn
		2014	2015	2016	2017	Sep.2017	Sep.2018
51	State Budget Deficit	-3.07	-3.95	-4.94	-3.75	-2.01	-4.5
52	Budget Revenues	10.88	9.58	9.92	11.62	8.4	8.67
53	Budget Expenditures	13.95	13.53	14.86	15.37	10.41	13.17
54	Public Debt	66.57	70.31	74.86	79.5	78.14	83.77
55	Debt Service	4.19	4.46	4.76	4.98	3.5	3.79
56	Total Primary	1.63	-0.59	1.31	0.72	1.42	

** Estimates*
Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (10,11,12,20,40,41,42,43); Customs (32,33,34); Ministry of Finance (51,52,53,55,56)
M1=Currency in Circulation+Sight Deposits in LBP; M2=M1+Other Deposits in LBP; M3=M2+Deposits in Foreign Currencies+Other Financial Liabilities; M4=M3+Treasury Bills held by Non-Banking System

The Lebanese Training Center (LTC)
at the Chamber of Commerce, Industry and
Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming trainings:

LEBANESE TRAINING CENTER

GROW YOUR SOCIAL MEDIA STRATEGY **MR. JOE KARAM**	**FEBRUARY 9, 2019** 9:30 AM – 3:30 PM **180$**
DOCUMENTARY COLLECTION (CAD) PUBLICATION 522 OF ICC **MR. JACQUES SABOUNGI**	**FEBRUARY 5, 6 & 7, 2019** 5:00 PM – 8:00 PM **300$**
علاقة المؤسسة بالضمان الاجتماعي **DR. GHAZI KANSO**	**FEBRUARY 15, 2019** 9:30 AM - 1:30 PM **100$**
BUDGETING FOR MANAGERS **MR. WAEL HOUSSAMI**	**FEBRUARY 18, 19 & 20, 2019** 5:00 PM – 8:00 PM **300$**
COACHING FOR SALES TEAM **MRS. RANDA KARIME**	**FEBRUARY 21 & 22, 2019** 10:00 PM - 3:00 PM **275$**
واجبات صاحب العمل تجاه وزارة العمل **MR. ADEL ZEBIAN**	**FEBRUARY 26, 2019** 9:30 AM - 1:30 PM **100$**
المفاوضات والعقود التجارية **DR. GABRIEL CHAMI**	**FEBRUARY 28, 2019** 9:00 AM - 3:00 PM **200$**

For more information/registration:
01-353190 Call Center 1314 Ext 15 or email: ltc @ccib.org.lb
www.ltc.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture

CONFERENCES

THE 4TH EGYPT INVESTMENT FORUM
Industry: Investment
Location: Cairo – Egypt
Venue: The Nike Ritz carlton
Date: 02 – 03 March 2019
Phone: 00201009129774 / 009611750200
Fax: 009611780206
Email: eif@iktissad.com

BABYLON INTERNATIONAL FORUM FOR BUILDING AND INVESTMENT
Industry: Investment
Location: Babylon - Iraq
Date: 03 – 08 March 2019
Phone: 009647708812124
Email: org_oid@yahoo.com / orgafkar@gmail.com

THE 8TH GLOBAL ECONOMIC SUMMIT 2019
Industry: Investment
Location: Mumbai - India
Venue: World Trade Centre Mumbai
Date: 06 – 08 March 2019
Phone: 0091226638 7378
Fax: 0091222218 0823
Email: dhanashree@wtcmumbai.org / marketing@wtcmumbai.org

BERLIN ECONOMIC FORUM 2019
Industry: Investment
Location: Berlin - Germany
Date: 06 – 10 March 2019
Phone: 00493023607680
Email: info@academy-for-cultural-diplomacy.de
Website: http://www.economicbridges.com/index.php?en_bef_2019_registration

PILOT PROJECT FOR THE PROMOTION OF SOCIAL DIALOGUE IN THE SOUTHERN MEDITERRANEAN NEIGHBOURHOOD – SOLID
Industry: Social Dialogue
Location: Brussels
Venue: European Economic and Social Council
Date: 14 March 2019
Email: president@businessmed-umce.org
Website: https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSd-RRckPqgVXIz1KlqA3S5uruWCh_R6PoorJ3o6pwHOFHdtoA/viewform

PRESERVING BIODIVERSITY IN THE EU: HALTING THE LOSS AND PROTECTING WILDLIFE
Industry: Environmental
Location: Brussels
Venue: Central Brussels
Date: 20 March 2019
Email: bookings@publicpolicyexchange.co.uk
Website: https://www.publicpolicyexchange.co.uk/events/JC20-PPE2?ss=bk&tg=bp1

GLOBAL ENTREPRENEURSHIP SUMMIT- GES 2019
Industry: Agriculture, Connectivity, Energy, Health, Food and Water
Location: The Netherlands - USA
Date: 04 - 05 April 2019
Website: www.GES2019nl.nl

HESTOUREX 2019-WORLD HEALTH SPORT TOURISM CONGRESS & EXHIBITION
Industry: Health, Sports & Tourism
Location: Antalya - Turkey
Venue: Antalya Expo Center
Date: 04 - 07 April 2019
Phone: 00902422482238
Email: info@hestourex.com
Website: www.hestourex.com

ANNUAL INVESTMENT MEETING(MAPPING THE FUTURE OF FDI: ENRICHING WORLD ECONOMIES THROUGH DIGITAL GLOBALIZATION
Industry: Investment
Location: Dubai – U.A.E.
Venue: Dubai World Trade Centre
Date: 08 - 10 April 2019
Phone: 0097143923232
Fax: 0097143923332
Email: info@aimcongress.com
Website: www.aimcongress.com

BUSINESS OPPORTUNITIES

ALICI GROUP
Activity: Iron and Steel/ Looking for Investors
Location: Turkey
Phone: 00903246147474
Email: ramazan@alici.com.tr
Website: www.alici.com.tr

WAYBACK BURGERS & TOPAZ MENA
Activity: Master Franchises and Brand Developer in MENA Region / Looking for Investors
Location: KSA
Phone: 0096614545757
Fax: 0096614535678
Email: yasser@topazmena.com
Website: www.waybackburgers.com

MAELU BETRIEBS GMBH
Activity: Manufacture of Sweets, Macarons, Tarts and Pralines / Looking for Partners
Location: Germany
Phone: 0049898501326
Fax: 0049898502840
Email: forstner@maelu.de
Website: https://maelu.de/en/

SOVIMO ELLADE A.E.
Activity: Eggs Processing Factory/ Looking for Importers
Location: Greece
Phone: 00302262059063
Fax: 00302262059420
Email: ldimou@sovimo.gr
Website: www.sovimo.gr

ALL GREEK PROPERTIES
Activity: Real Estate/ Looking for Investors
Location: Greece
Phone: 0035797698971
Email: info@allgreekproperties.com
Website: www.allgreekproperties.com

OTHISI (SOCIETY BONAPLAST)
Activity: Packaging Plastic for Paints and Chemicals/ Looking for Importers
Location: Greece
Phone: 00302102794082 / 00302299025838
Fax: 00306974391269
Email: info@othisi.net, parsalis@othisi.net
Website: www.othisi.net/ www.bonaplast.gr

D&A LAW FIRM -ATHENS
Activity: Real Estate/ Looking for Investors
Location: Greece
Phone: 00302103621415
Fax: 00302103623308
Email: dedes_associates@yahoo.com
Website: www.dedeslaw.gr

VORONEZHSELMASH
Activity: Equipment Production and Construction of Facilities for Post-Harvest Processing, Drying and Storage of Grain/ Looking for Importers
Location: Russia
Website: www.vselmash.ru

MEDINA LTD.
Activity: Production of Ice Cream Looking for Distributors
Location: Bulgaria
Phone: 00359/886001708
Fax: 0035930822468
Email: valentin.krapchev@medina.bg
Website: www.medina-ice.com/en/

ALPHAVET
Activity: Veterinary Pharmaceuticals, Feed Supplements and Pet Food Looking for Importers
Location: Székesfehérvár - Hungary
Phone: Mr. Imre Székely,0036 30 9013251
Email: export.office@alpha-vet.hu
Website: www.alpha-vet.hu

MULTIMEX KFT.
Activity: Advanced Costumer Service Solutions/ Looking for Importers
Location: Budapest - Hungary
Phone: 0036 1 204 4443
Email: Mr. Sándor Juhász, CEO juhaszs@multimex.hu
Website: www.multimex.hu

INVESTMENT PROJECT GROUP
Activity: Construction/ Looking for Investors
Location: Serbia
Phone: 00381 11 301 52 84
00381 11 312 11 55
Email: ipginvestment@gmail.com
Website: www.ipginvestment.com

BALLI
Activity: Honey Production/ Looking for Importers
Location: Azerbaijan
Phone: 009470315040
Email: info@balli.az / rashad.r@balli.az / rashidov.ras@gmail.com
Website: www.balli.az

BOLLUG
Activity: Dry Food and Confectionery Looking for Importers
Location: Azerbaijan
Phone: 00994123478312
Email: office@bolluq.az
Website: www.bolluq.az

SHANGHAI YOU GET PACKAGING MATERIALS CO. LTD.
Activity: Packaging Material Looking for Importers
Location: China
Phone: 0086 1752 1722 968
Email: jolin@yougetpm.com
Website: http://www.yougetpm.com

RELIABLE INDUSTRIES
Activity: Manufacture of Animal Feeds, Poultry Feeds, Gelatin, Bone Glue, Fertilizer and Organic Fertilizer/ Looking for Importers
Location: Pakistan
Fax: 00922132623601
Email: reliable.links@gmail.com

المركز اللبناني للتدريب

يقدم المركز اللبناني للتدريب دورات تدريبية متخصصة للتنفيذيين في مؤسسات الاعمال عبر مدربين وخبراء من ذوي الإختصاص والكفاءة. كما يوفر المركز خدمة تأجير قاعات التدريب المجهزة بأحدث التقنيات للمؤسسات الراغبة في تنظيم إجتماعاتها أو دوراتها التدريبية لدى المركز.

Lebanese Training Center

The Lebanese Training Center (LTC) offers specialized training programs to business executives through recognized trainers and experts. LTC also provides space rental and accommodation services in its modern and fully equipped premises for meeting and training purposes.

CCIB bldg. Justinien street, Sanayeh, Beirut, Lebanon
call center 1314 **ext** 15 | **T:** 01 353190 | **e.mail:** LTC@ccib.org.lb | www.ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

EXHIBITIONS

ARTOZA
Industry: Bakery, Confectionery, Raw Materials & Equipment
Location: Athens - Greece
Venue: Metropolitan Expo Exhibition Center International Airport "AL Venizelos"
Date: 22 – 25 February 2019
Phone: 0030210354900
Fax: 00302103542910
Email: info@metropolitanexpo.gr
Website: www.metropolitanexpo.gr

HELLENIC JEWLLERY FAIR 2019
Industry: Jewelry, Watches, Precious Stones & Equipment
Location: Athens - Greece
Venue: Metropolitan Expo Exhibition Center International Airport "AL Venizelos"
Date: 22 – 25 February 2019
Phone: 0030210354900
Fax: 00302103542910
Email: info@metropolitanexpo.gr
Website: www.metropolitanexpo.gr

MOMAD SHOES 2019
Industry: Footwear and Accessories
Location: Spain
Venue: Fiera Madrid
Date: 01 – 03 March 2019
Phone: 0034917223000
Email: momadshoes@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/shoesroombymomad_06/

OENOS THESSALONIKI
Industry: Wine
Location: Thessaloniki - Greece
Venue: Thessaloniki International Exhibition Centre
Date: 02 – 04 March 2019
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

DETROP
Industry: Food, Beverages & Equipment
Location: Thessaloniki - Greece
Venue: International Exhibition Centre
Date: 02 – 04 March 2019
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

FURNIDEC BUSINESS 2019
Industry: Furniture
Location: Thessaloniki - Greece
Venue: International Exhibition Centre
Date: 02 – 04 March 2019
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

THE 11TH EXHIBITION ON AGRICULTURE AND ANIMAL EQUIPMENT
Industry: Agriculture
Location: Baghdad - Iraq
Date: 04 – 21 March 2019
Phone: 009647905984770 / 009647712782919
Email: Eng.shahal2016@gmail.com / info@bg-iq.net

ERBIL AUTO SHOW 2019
Industry: Automobiles, Commercial Vehicles and Spare Parts
Location: Erbil – Iraq
Venue: Exhibition Centre
Date: 06 – 09 March 2019
Phone: 009647705282446 / 009647731379649
Email: Iraq@pyramidsfaireg.com

ERBIL FAIR FOR EGYPTIAN PRODUCTS
Industry: Global
Location: Erbil – Iraq
Date: 06 – 17 March 2019
Email: asem264@yahoo.com / info@erbilfair.com / hardi@erbilfair.com

INTERNATIONAL DEFENSE EXHIBITION
Industry: Security and Defense
Location: Baghdad – Iraq
Date: 09 – 12 March 2019
Phone: 009647806666661
Email: Falah.h@unfco.com / Falah@unitedevents.iq

ZURICHEDUCA EXPO 2019
Industry: Education and Career
Location: Zurich, Switzerland
Date: 12 – 13 March 2019
Phone: 004144 276 22 55/ 0041764316170
Email: zurichedu caexpo@ipdinstitute.ch
Website: www.novotel.com / www.ipdinstitute.ch

E-SHOW BARCELONA
Industry: E-commerce, Digital Marketing and Social Media Expo & Congress
Location: Spain
Venue: Fiera Barcelona
Date: 12 – 14 March 2019
Phone: 0034933094941
Website: https://www.the-eshow.com/barcelona/

FUTURMONDA 2019
Industry: Skin, Components and Machinery for Footwear and Leather Goods
Location: Spain
Venue: Alicante
Date: 13 – 14 March 2019
Phone: 0034965460158
Email: info@futurmonda.es
Website: https://www.futurmoda.es/en/

KEM WORLD FRANCHISE EXHIBITION 2019
Industry: World franchise
Location: Athens - Greece
Venue: Helexpo Exhibition centre
Date: 15 – 18 March 2019
Phone: 00302106084550
Fax: 00302106084559
Email: Geronikolos@kemexpo.gr ; Aggelos.Geronikolos@kemexpo.gr
Website: www.kemexpo.gr

EXPO FOOD GREECE
Industry: Food & Beverages
Location: Athens - Greece
Venue: Metropolitan Expo Exhibition Center International Airport "AL Venizelos
Date: 16 – 18 March 2019
Phone: 0030210354900
Fax: 00302103542910
Email: info@metropolitanexpo.gr
Website: www.metropolitanexpo.gr

OENOTELIA
Industry: Wine, Spirits & Beverages
Location: Athens - Greece
Venue: Metropolitan Expo Exhibition Center International Airport "AL Venizelos"
Date: 16 – 18 March 2019
Phone: 0030210354900
Fax: 00302103542910
Email: info@metropolitanexpo.gr
Website: www.metropolitanexpo.gr

INFARMA BARCELONA 2019
Industry: Pharmaceutical
Location: Spain
Venue: Fiera Barcelona
Date: 19 – 21 March 2019
Phone: 0034932440710
Email: interalia@interalia.es
Website: https://www.infarma.es/en/home

AMMAN INTERNATIONAL FASHION AND TEXTILE EXPO "EXTILE 2019"
Industry: Fashion and Textile
Location: Amman – Jordan
Venue: International Motor Show
Date: 20 – 23 March 2019
Phone: 00962655160 17/8
Email: info@pulsejo.net
Website: www.extile.net

TOURISM EXHIBITION OF IRAQ
Industry: Tourism
Location: Iraq
Date: 21 – 25 March 2019
Phone: 009647827775666 / 009647827774666
Email: Almassal.co@gmail.com

THE 21ST TEXTILE ASIA INTERNATIONAL EXHIBITION
Industry: Textile
Location: Karachi - Pakistan
Date: 26 – 28 March 2019
Phone: 00923211000282
Email: uzair@ecgateway.net

GRAPHISPAG 2019
Industry: Packaging and Labels, Textile, Printing and Retail
Location: Spain
Venue: Fiera Barcelona
Date: 26 – 29 March 2019
Phone: 0034932332000
Email: graphispag@firabarcelona.com
Website: http://www.graphispag.com/en/

FARMAFORUM 2019
Industry: Pharmaceutical, Biopharmaceutical and Laboratory Technology
Location: Spain
Venue: Fiera Madrid
Date: 28 – 29 March 2019
Phone: 0034916308591
Email: comercial@farmaforum.es
Website: http://www.farmaforum.es

FUR EXCELLENCE IN ATHENS
Industry: Fur
Location: Athens - Greece
Venue: Metropolitan Expo Exhibition Center International Airport "AL Venizelos
Date: 29 – 31 March 2019
Phone: 0030210354900
Fax: 00302103542910
Email: info@metropolitanexpo.gr
Website: www.metropolitanexpo.gr

THE 5TH JORDAN FOOD
Industry: Food
Location: Amman - Jordan
Date: 03 – 07 April 2019
Phone: 0096265824568
Fax: 0096265824569
Email: info@ipco.jo
Website: www.ipco.jo

ERBIL INTERNATIONAL BOOK FAIR
Industry: Books
Location: Erbil – Iraq
Date: 03 – 12 April 2019
Phone; 009677706444490
Email: Ihaab.a@almada-group.com / info@erbilfair.com / hardi@erbilfair.com

THE 32ND INTERNATIONAL JEWELRY EXHIBITION "ARU 2019"
Industry: Jewelry
Location: Kazakhstan
Venue: Almaty City
Date: 04 – 07 April 2019
Phone: 007727317628/ 3137629
Email: kazexpo@kazexpo.kz
Website: www.kazexpo.kz

OASIS OF HARMONY
Industry: Global
Location: Karachi – Pakistan
Venue: Expo Centre
Date: 05 – 07 April 2019
Phone: 00922199218001/9 Ext. 118
Fax: 0092219921801040
Email: nida.aman@kcci.com.pk

THE 16TH TRADE EXHIBITION: FOR THE ISLAMIC COOPERATION ORGANIZATION
Industry: Trade
Location: Baghdad – Iraq
Date: 07 – 13 April 2019
Phone: 009647800728276
Email: Interior.fairs@yahoo.com / iraqifairs@gmail.com

ARABIA EXPO
Industry: Global
Location: Moscow - Russia
Date: 08 – 10 April 2019
Phone: 0074957304123
Email: info@arabia-expo.com / rads@russarabbc.ru
Website; www.arabia-expo.com

LOGISMED 2019
Industry: Transport and Logistics
Location: Morocco
Date: 09 – 11 April 2019
Phone: 00212522448166
Email: info@logismed.ma
Website: www.logismed.ma

FRESKON
Industry: Fruits and Vegetables
Location: Thessaloniki - Greece
Date: 11 – 13 April 2019
Phone: 00302310291161
Fax: 00302310291554
Email: an@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

2ND INTERNATIONAL TEXTILE EXHIBITION IN PAKISTAN
Industry: Textile and Fabrics
Location: Lahore – Pakistan
Venue: Expo Centre
Date: 11 – 14 April 2019
Phone: 00429923059 5
Email: Texpo.2019@tdap.gov.pk
Website: www.texpo.tdap.gov.pk

Directeur responsable: Rabih Sabra
Conseiller économique: Roger Khayat
Rédacteur: Marilyne Jallad.
Coordinateurs: Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes,
Maquette: Rita Roukoz Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

SANAYEH HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

Private Sector Lobbying

Training adapted to your needs

Networking and Business Opportunities

Arbitration and Mediation for Business Conflicts

Export Support and Economic Info

ATA and TIR carnets to facilitate your trade

Become a member and benefit from our services

www.ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان